



ON/AC

OFF

$\sqrt{\quad}$

00 $\rightarrow$ 0

TAB

CE/C

M<sup>R</sup>  
M<sub>C</sub>

M-

M+

$\pm/\_$

7

8

9

$\div$

%

4

5

6

$\times$

-

1

2

3

+

=

00

.

## L'économie

L'Union européenne est active dans un large éventail de domaines stratégiques, mais les politiques économiques ont toujours joué un rôle prédominant <sup>(1)</sup>. À partir de l'objectif relativement limité qu'elles poursuivaient il y a cinquante ans, celui de l'introduction de politiques communes dans les domaines du charbon et de l'acier, de l'énergie atomique et de l'agriculture, assorti de la création d'une union douanière, les politiques économiques européennes ont progressivement étendu leur champ d'application à de nombreux domaines.

Depuis 1993, le marché unique européen a fortement renforcé la possibilité pour les personnes, les services et les capitaux de circuler en Europe aussi librement qu'au sein d'un même pays. Prévues dès la création de la Communauté européenne dans le traité de 1957 instituant la Communauté économique européenne, ces libertés ont été conçues pour: permettre aux citoyens de vivre, de travailler, d'étudier ou de prendre leur retraite dans un autre État membre; intensifier la concurrence en tant que vecteur de baisse des prix, de diversification de l'offre de produits commercialisés et de renforcement des niveaux de protection des consommateurs; faciliter et réduire le coût des échanges commerciaux au-delà des frontières.

Le lancement de l'Union économique et monétaire (UEM) en 1999 a stimulé davantage encore l'intégration économique et des marchés. La disparition du risque de change pour un grand nombre de transactions transfrontalières et l'amélioration de la transparence des prix qui y est associée ont non seulement entraîné une augmentation substantielle des flux commerciaux internes, mais aussi une progression des investissements directs étrangers (IDE) <sup>(2)</sup>. L'euro est également devenu un symbole de l'Europe, et le nombre de pays ayant adopté la monnaie unique est passé de onze en phase initiale à seize au début de 2010.

<sup>(1)</sup> Pour plus d'informations: [http://ec.europa.eu/policies/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/policies/index_fr.htm).

<sup>(2)</sup> Pour plus d'informations: [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/emu10/emu10report\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/emu10/emu10report_en.pdf).



Favoriser le progrès économique et social, en améliorant constamment les conditions de vie et de travail, constitue un objectif essentiel des politiques européennes. Bien que l'objectif déclaré de la stratégie de Lisbonne en 2000 visait à faire de l'Union «l'économie la plus compétitive [...] du monde», sa relance, après une évaluation à mi-parcours en 2005, s'est plus particulièrement concentrée sur la croissance et l'emploi. Les réformes convenues dans le contexte de Lisbonne ont apporté des avantages réels, notamment une croissance de l'emploi, un environnement économique plus dynamique et un choix plus large pour les consommateurs <sup>(3)</sup>. Toutefois, la crise financière et économique mondiale qui a frappé l'Union en 2008 a provoqué une grave récession économique et des pertes d'emplois dans la plupart des États membres de l'Union.

En réaction à la crise, les États membres ont convenu d'un plan de relance commun pour stimuler la demande et rétablir la confiance <sup>(4)</sup>. Les mesures qui y sont prévues visent spécifiquement à maintenir les postes de travail et à soutenir les investissements publics dans des domaines tels que les infrastructures, l'innovation, les nouvelles qualifications de la main-d'œuvre, l'efficacité énergétique et les technologies propres. La nouvelle stratégie UE 2020 entend effacer les séquelles de la crise, mais aussi s'attaquer aux problèmes structurels de l'Europe — la mondialisation, le changement climatique et le vieillissement de la population — en l'aidant à s'orienter vers une économie plus verte, plus durable et plus innovante.

Sachant que la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques de l'Union nécessitent des indicateurs permettant d'analyser la situation économique actuelle, ce chapitre offre un commentaire sur des indicateurs clés de différents domaines tels que les comptes nationaux, les finances publi-

ques, les taux de change et les taux d'intérêt, les prix à la consommation, la balance des paiements en ce qui concerne le compte des transactions courantes et les investissements directs étrangers, ainsi que l'aide au développement.

## 1.1. Les comptes nationaux

### Introduction

Les comptes nationaux sont la source d'une multitude d'indicateurs économiques bien connus qui sont présentés dans le présent chapitre, après une brève description des concepts méthodologiques (pour plus de détails sur les différents types de comptes nationaux, leurs utilisations et leur optimisation, voir le chapitre «Au-devant de la scène»).

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus fréquemment utilisée pour évaluer la taille globale d'une économie, alors que des indicateurs dérivés tels que le PIB par habitant — par exemple en euros ou corrigé des différences de niveaux de prix — sont fréquemment utilisés pour effectuer une comparaison approximative des niveaux de vie ou suivre le processus de convergence dans l'Union.

En outre, l'évolution de composantes spécifiques du PIB et d'indicateurs connexes, notamment ceux relatifs à la production économique, aux importations et aux exportations, à la consommation intérieure (privée et publique) ou aux investissements, ainsi que les données sur la répartition des revenus et de l'épargne, peuvent donner de précieuses indications quant aux forces motrices d'une économie et, à ce titre, servir de base à la conception, au suivi et à l'évaluation de politiques européennes particulières.

<sup>(3)</sup> Pour plus d'informations: [http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/lisbon\\_strategy\\_evaluation\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/lisbon_strategy_evaluation_en.pdf).

<sup>(4)</sup> Pour plus d'informations: [http://ec.europa.eu/financial-crisis/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/financial-crisis/index_fr.htm).

## Définitions et disponibilité des données

Le système européen des comptes nationaux et régionaux est la méthodologie d'établissement des comptes nationaux en Europe. La version actuelle, le **SEC 95**, est entièrement cohérente avec les lignes directrices mondiales en matière de système de comptabilité nationale (SCN 1993). À la date de rédaction, le SEC se trouvait en cours de révision en vue de sa mise en conformité avec le SCN 2008 — voir le chapitre «Au-devant de la scène» au début de la présente publication pour de plus amples informations. Les principaux agrégats des comptes nationaux sont compilés à partir d'unités institutionnelles, à savoir les sociétés non financières ou les sociétés financières, les administrations publiques, les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les données des comptes nationaux englobent les informations relatives au PIB et à ses composantes, à l'emploi, aux agrégats de la consommation finale, au revenu et à l'épargne. Un grand nombre de ces variables est également calculé sur une base annuelle et trimestrielle. Il existe des ventilations pour certaines variables par activité économique [branches d'activité telles que définies par la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE)], par produit d'investissement, par fonction de consommation finale [telle que définie par la classification des fonctions de consommation des ménages (Coicop)] et par secteur institutionnel.

Le PIB est une mesure fondamentale de la comptabilité nationale, laquelle résume la situation économique d'un pays (ou d'une

région). Le PIB peut être calculé en utilisant différentes optiques:

- **l'optique de la production**, dans laquelle il est égal à la somme de la valeur ajoutée brute de différents secteurs, majorée des taxes et déduction faite des subventions sur les produits;
- **l'optique des dépenses**, dans laquelle il est égal à la somme des emplois finals de biens et services (consommation finale et formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services;
- **l'optique des revenus**, dans laquelle il est égal à la somme de la rémunération des salariés, des impôts nets sur la production et les importations, de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte.

L'analyse du **PIB par habitant** élimine l'influence de la taille absolue de la population, ce qui facilite les comparaisons entre différents pays. Le PIB par habitant est un indicateur économique général du niveau de vie. Les données du PIB en devise nationale peuvent être converties en standards de pouvoir d'achat (SPA) en utilisant des parités de pouvoir d'achat (PPA) reflétant le pouvoir d'achat de chaque monnaie, au lieu d'utiliser les taux de change du marché. Cette façon de procéder permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre pays. **L'indice de volume du PIB par habitant en SPA** est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (fixée à 100). Si l'indice d'un pays est supérieur/inférieur à 100, le niveau du PIB par habitant pour ce pays est supérieur/inférieur à la moyenne de l'UE-27. Cet indice est destiné à effectuer des comparaisons entre pays, plutôt que dans le temps.

Le calcul du **taux de croissance annuel du PIB à prix constants**, en d'autres termes l'évolution du PIB en volume, permet



de comparer la dynamique du développement économique à la fois dans le temps et entre des économies de tailles différentes, sans tenir compte des niveaux de prix.

Une autre série de données relatives aux comptes nationaux est utilisée dans le cadre des analyses de compétitivité, à savoir des indicateurs liés à la productivité de la main-d'œuvre, tels que les mesures de productivité du travail. Les mesures de productivité exprimées en SPA, qui éliminent les différences relatives aux niveaux de prix entre pays, sont particulièrement utiles pour effectuer la comparaison entre différents pays. Le **PIB en SPA par personne occupée** est destiné à donner une impression d'ensemble de la productivité des économies nationales. Néanmoins, il doit être tenu compte du fait que cette mesure dépend de la structure de l'emploi total et qu'elle peut, par exemple, baisser en raison du glissement d'un emploi à temps plein vers un emploi à temps partiel. Le **PIB en SPA par heure travaillée** donne une image plus claire de la productivité, compte tenu du fait que l'incidence de l'emploi à temps partiel varie considérablement entre pays et activités. Les données sont présentées sous la forme d'un indice par rapport à la moyenne européenne: si l'indice dépasse 100, la productivité de la main-d'œuvre est supérieure à la moyenne de l'UE.

#### *L'optique de la production*

La production de l'économie est mesurée au moyen de la valeur ajoutée brute. La **valeur ajoutée brute** est définie comme la valeur de tous les biens et services nouvellement produits moins la valeur de tous les biens et services consommés pour leur création. La dépréciation des actifs fixes n'est pas prise en compte. Pour calculer la valeur ajoutée, on évalue la production aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition. Les impôts sur les produits moins les subventions doivent être additionnés à la valeur ajoutée pour obtenir le PIB aux prix du marché.

La production économique peut être analysée par activité. Six catégories de la nomenclature NACE Rév. 1.1 sont identifiées au niveau d'analyse le plus agrégé: l'agriculture, la chasse et la pêche; l'industrie; la construction; le commerce, les transports et les services de communication; les services aux entreprises et les services financiers; les «autres services».

L'analyse de la production dans le temps peut être facilitée par le recours à une mesure du volume de la production — en procédant au déflatage de la valeur de la production afin d'éliminer l'incidence des variations de prix. Le déflatage de chaque activité s'effectue individuellement afin de refléter les changements relatifs aux prix des produits qui lui sont associés.

Il existe différents indicateurs de la **productivité de la main-d'œuvre**, sur la base, par exemple, de la valeur ajoutée ou du PIB par rapport au nombre soit de personnes occupées, soit d'heures travaillées. Les indicateurs de productivité confirment quels sont les domaines à plus forte intensité de main-d'œuvre dans l'économie européenne et permettent de distinguer l'augmentation de la productivité apparente de certaines activités économiques.

#### *L'optique des dépenses*

Dans l'optique des dépenses, les agrégats des comptes nationaux sont utilisés par la Banque centrale européenne (BCE) et les services de la Commission comme des outils importants pour l'analyse économique et les décisions stratégiques. Les séries trimestrielles respectives sont essentielles pour l'analyse conjoncturelle et les décisions stratégiques qui en découlent. Ces séries sont également largement utilisées pour étayer la prise de décisions dans le secteur privé, en particulier au sein des marchés financiers.

L'**optique des dépenses du PIB** se définit comme la somme des dépenses de consommation finale privée, des dépen-

ses de consommation finale des administrations publiques, de la formation brute de capital et des exportations moins les importations.

Dans le système des comptes nationaux, seuls les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages et les administrations publiques ont une consommation finale. Les entreprises ont, quant à elles, une consommation intermédiaire. Les **dépenses de consommation finale privée** comprennent les dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM, c'est-à-dire leurs dépenses en biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels, tandis que les **dépenses de consommation des administrations publiques** couvrent les biens et services qu'elles produisent ou qu'elles acquièrent en vue de les fournir aux ménages au titre de transferts sociaux en nature. Les **ISBLSM** sont des producteurs non marchands privés qui constituent des entités juridiques distinctes. Leurs ressources principales, autres que celles résultant des ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété. Les églises, les syndicats et les partis politiques sont des exemples d'ISBLSM.

Les statistiques sur les dépenses de consommation finale des ménages couvrent les dépenses encourues pour des biens ou services utilisés afin de satisfaire les besoins individuels, par l'achat, la consommation de la production propre (produits du jardin, par exemple) ou le loyer imputé des logements occupés par le propriétaire. Les données sur les dépenses de consommation peuvent être ventilées selon la Coicop, qui définit 12 rubriques différentes à son niveau le plus agrégé. Logement, coûts de l'énergie, transports, nourriture et boissons non alcoolisées représentent une part importante de l'ensemble des dépenses encourues par la plupart des ménages européens.

Des informations annuelles concernant les dépenses des ménages sont disponibles dans les comptes nationaux compilés suivant une approche macroéconomique. L'enquête sur le budget des ménages (EBM) constitue une autre source pour l'analyse des dépenses des ménages: ces informations sont obtenues en demandant aux ménages de tenir un journal de leurs achats et sont beaucoup plus détaillées au niveau de la couverture des biens et services et des types de ventilation socio-économique fournis. L'EBM est réalisée et publiée tous les cinq ans seulement — 2005 est l'année de référence la plus récente actuellement disponible.

La **formation brute de capital** est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks de produits. La **formation brute de capital fixe** est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes corporels et incorporels réalisées par les producteurs résidents. Certaines plus-values sur des actifs non produits découlant de l'activité de production doivent être comptabilisées. Les **actifs fixes** sont des produits issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an. Ces actifs peuvent être issus des processus de production ou des importations. Les investissements peuvent émaner des institutions publiques ou privées. La **variation des stocks** est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.

Le **solde des échanges extérieurs** représente la différence entre les exportations et les importations de biens et services. Selon la taille des exportations et des importations, il peut être positif (excédent) ou négatif (déficit).

#### *L'optique du revenu*

Les données d'Eurostat sur le revenu des facteurs de production sont essentielles pour



l'analyse économique dans un certain nombre de contextes à l'intérieur et à l'extérieur de la Commission européenne. Les études de compétitivité, d'inégalité de répartition des rémunérations ou de développement économique à long terme en sont des exemples typiques.

La production requiert des facteurs de production comme le travail des salariés et le capital. Ces facteurs doivent être rémunérés. L'optique du «revenu» montre comment le PIB est réparti entre les différents participants au processus de production, en tant que somme:

- de la **rémunération des salariés**: elle correspond au total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes. La rémunération des salariés est ventilée comme suit: traitements et salaires (en espèces et en nature); cotisations sociales des employeurs (cotisations sociales effectives des employeurs et cotisations sociales imputées des employeurs);
- de l'**excédent brut d'exploitation**: il s'agit de l'excédent (ou du déficit) sur les activités de production avant la prise en compte des intérêts, des loyers ou des frais payés ou perçus pour l'utilisation des biens;
- du **revenu mixte**: il s'agit de la rémunération des travaux effectués par le propriétaire (ou des membres de sa famille) d'une entreprise non constituée en société. Ce revenu est qualifié de «mixte» parce qu'il n'est pas possible de le distinguer des bénéfices réalisés par l'entreprise du propriétaire;
- des **impôts sur la production et les importations moins les subventions**: il s'agit des paiements obligatoires (dans le cas des impôts), sans contrepartie, aux ou des administrations publiques ou institutions de l'Union européenne, en rapport avec la production ou l'importation de biens et services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de ter-

rains, de bâtiments ou autres actifs utilisés dans la production.

L'**épargne des ménages** est la source domestique principale du financement des investissements de capitaux. Les mesures du taux d'épargne peuvent être exprimées sur une base brute ou nette. Le **taux d'épargne net** est obtenu en déduisant la consommation de capital fixe (dépréciation). Le système des comptes permet par ailleurs de présenter aussi le revenu disponible et l'épargne sur une base brute, c'est-à-dire y compris la consommation de capital fixe. À cet égard, une estimation de l'épargne des ménages peut être obtenue par la soustraction des dépenses de consommation du revenu disponible et par l'ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension. Le revenu disponible comprend essentiellement les revenus de la rémunération des salariés et de l'exploitation des entreprises non constituées en sociétés, plus les recettes des intérêts, les dividendes et les prestations sociales et moins les paiements des impôts sur le revenu, les intérêts et les cotisations de sécurité sociale.

### Conclusions principales

Le PIB de l'UE-27 s'élevait approximativement à 12 500 000 millions d'euros en 2008, dont un peu moins des trois quarts (74,1 %) ont été produits par les pays de la zone euro. Les quatre économies les plus importantes de l'UE (l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie) représentaient plus des trois cinquièmes (62,6 %) du PIB de l'UE-27 en 2008. Les comparaisons entre les pays doivent être réalisées avec précaution. En effet, il est nécessaire de tenir compte de l'influence des fluctuations du taux de change lors de l'analyse des données. Par exemple, la fluctuation apparente du PIB des États-Unis est, dans une large mesure, le reflet de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro jusqu'en 2001, puis

de son fléchissement après cette date, plutôt que d'un changement du niveau du PIB exprimé en dollars (qui a augmenté régulièrement au cours de cette période).

Dans l'étude des conditions de vie, le PIB par habitant, qui tient compte des différences de niveaux de prix (en convertissant les euros en SPA), est l'une des statistiques les plus fréquemment invoquées. Dans l'UE-27, le PIB moyen par habitant s'élevait en moyenne à 25 100 euros en 2008. La valeur la plus élevée des États membres a été enregistrée pour le Luxembourg, où le PIB par habitant, exprimé en SPA, était 2,5 fois supérieur à la moyenne de l'UE-27 en 2008. Ces chiffres élevés s'expliquent en partie par l'importance des travailleurs frontaliers belges, français et allemands. À l'autre extrémité de la liste, le PIB par habitant exprimé en SPA était inférieur à la moitié de la moyenne de l'UE-27 en Bulgarie et en Roumanie.

Bien que les chiffres en SPA doivent, en principe, être utilisés pour établir la comparaison entre pays pour une même année, et non pour effectuer des comparaisons dans le temps, ils illustrent également un processus de convergence globale du niveau de vie dans l'Union européenne au cours de la décennie écoulée, les États membres progressant ou reculant par rapport à la moyenne de l'UE-27. L'Italie, par exemple, a enregistré un PIB moyen par habitant exprimé en SPA identique à la moyenne de l'UE-27 en 2008, alors qu'elle dépassait de 20 % la moyenne de l'UE-27 dix ans auparavant. Au cours de la même période, l'Espagne est passée de 5 % en dessous de la moyenne de l'UE-27 à 4 % au-dessus de cette dernière. Tous les États membres qui ont rejoint l'Union depuis 2004 sont restés en dessous de la moyenne de l'UE-27 en 2008, mais (à l'exception de Malte) se sont fortement rapprochés de la moyenne de l'UE au cours de ces dix dernières années: les États Baltes, la Slovaquie et la Roumanie (entre 1999 et 2008) se sont tous rapprochés de la moyen-

ne de l'UE-27 en progressant de 20 points de pourcentage ou davantage.

Fort d'une augmentation moyenne d'environ 3 % par an à la fin des années 90, le taux de croissance du PIB réel a considérablement ralenti au début du millénaire, à un rythme annuel légèrement supérieur à 1 % en 2002 et en 2003, avant d'enregistrer un rebond vigoureux en 2006 et en 2007, atteignant à nouveau quelque 3 % par an. En 2008, le taux de croissance a encore ralenti pour s'établir à un peu moins de 1 %. Pour de plus amples informations concernant l'évolution depuis le début de la crise financière/récession, voir le chapitre «Au-devant de la scène» au début de la présente publication.

On a constaté, au cours des dernières décennies, un renversement de tendance important dans la structure de l'économie de l'UE. En effet, la part de la valeur ajoutée brute de l'agriculture et de l'industrie a chuté, tandis que celle de la plus grande partie du secteur des services progressait. Ce changement s'explique, du moins en partie, par des phénomènes tels que les mutations technologiques, l'évolution des prix relatifs et la mondialisation, souvent à l'origine du transfert des outils de production vers des régions où les coûts de main-d'œuvre sont moindres, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union. Plus d'un quart de la valeur ajoutée brute de l'UE-27 (28,1 %) provenait des services aux entreprises et des services financiers en 2008. Trois autres branches ont également enregistré des parts significatives équivalentes à un peu plus du cinquième de la valeur ajoutée totale, à savoir les «autres services» [composés principalement des administrations publiques, de l'éducation et des systèmes de santé, ainsi que des autres services collectifs, sociaux et personnels (22,5 %)], le commerce, les transports et les services de communication (21 %) et l'industrie (20,1 %). Le reste de l'économie se répartissait entre la construction (6,5 %) et l'agriculture, la chasse et la pêche (1,8 %). Ainsi, les trois groupes de



services susmentionnés représentaient 71,6% de la valeur ajoutée brute totale de l'UE-27 en 2008. La part relative des services était particulièrement importante au Luxembourg, à Chypre, en France, en Grèce, à Malte, en Belgique et au Royaume-Uni, puisque les services représentaient plus des trois quarts de la valeur ajoutée totale dans chacun de ces pays.

En termes réels, ces six grandes activités ont toutes enregistré une croissance durant la décennie 1998-2008, même si la croissance de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche a été beaucoup plus faible que celle des autres activités. Le commerce, les transports et les services de communication, ainsi que les services aux entreprises et les services financiers, ont enregistré la plus forte croissance de l'UE-27 durant la même période.

L'analyse de l'évolution de la productivité de la main-d'œuvre par personne occupée au cours de la même période décennale indique que l'ensemble des secteurs a enregistré une progression. L'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre a été la plus forte (en pourcentage) dans la construction, avec une hausse de plus de 50% en prix courants entre 1998 et 2008. La productivité dans l'industrie a enregistré la deuxième croissance la plus élevée, tandis que la plus faible croissance, en termes relatifs, de la productivité en prix courants au cours de cette période est à mettre au compte des services aux entreprises et des services financiers. Afin d'éliminer les effets de l'inflation, la productivité de la main-d'œuvre par personne occupée peut également être calculée à l'aide des chiffres de production en prix constants.

Au cours de ces dix dernières années, la productivité de la main-d'œuvre dans la plupart des États membres qui ont adhéré à l'Union depuis 2004 a convergé vers la moyenne de l'UE-27. Exprimée en SPA, la productivité par personne occupée est passée de 24% de la moyenne de l'UE-27 en 2000 à 48% de la moyenne de l'UE-27 en 2008 en Rou-

manie. L'Estonie, la Slovaquie et la Lituanie ont également enregistré des progrès substantiels qui les rapprochent de la moyenne de l'UE-27.

Le volume des dépenses de consommation finale dans l'UE-27 a augmenté de 23,9% (prix constants) entre 1998 et 2008. Cette évolution est légèrement inférieure à la croissance du PIB sur la même période (25,4%). La progression de la formation brute de capital est supérieure aux deux chiffres précédents, avec 31%.

La consommation des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages s'est accrue d'un peu plus de 50% entre 1998 et 2008 et représentait 57,6% du PIB de l'UE-27 en 2008. La part du PIB total résultant des dépenses des administrations publiques s'est établie à 21,2% dans l'UE-27 en 2008, contre 20,9% pour la formation brute de capital. La balance extérieure des biens et services a tout juste atteint 0,3% du PIB de l'UE-27 en 2008.

La majeure partie des investissements ont été réalisés par le secteur privé: en 2008, les investissements privés représentaient 18,4% du PIB de l'UE-27, contre 2,7% pour les investissements du secteur public. L'investissement public a dépassé 5% du PIB en Bulgarie, en Estonie, en Irlande et en Roumanie en 2008, tandis que l'investissement privé a dépassé 25% du PIB en Roumanie, en Bulgarie, en Espagne et en Lettonie. L'intensité de l'investissement global (public et privé confondus) varie fortement. Ces variations peuvent notamment refléter les différences de stades de développement économique et de dynamique de croissance entre les États membres au cours de ces dernières années. La formation brute de capital fixe exprimée en pourcentage du PIB a oscillé entre plus de 30% en Bulgarie, en Roumanie et en Lettonie (l'Espagne se trouvant pour sa part juste en dessous de ce niveau) et 19% du PIB ou moins en Allemagne, au Royaume-Uni et à Malte.

Dans l'UE-27, la ventilation, par facteurs de production, des revenus résultant du pro-

cessus de production a été dominée par la rémunération des salariés, qui a représenté 48,4% du PIB en 2008. L'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte représentaient, pour leur part, 39,7% du PIB et les impôts sur la production et les importations moins les subventions les 11,8% restants.

Dans certains pays, l'épargne nationale brute par rapport au revenu national disponible a considérablement reculé entre 1998 et 2008. Cette évolution a particulièrement touché le Portugal (-9,4 points de pourcentage) et l'Irlande (-7,2 points), tandis que la Roumanie a enregistré une progression de 12,5 points. En 2008, les taux d'épargne les plus élevés ont été enregistrés en Suède, en Autriche, en Slovénie, en Allemagne et aux Pays-Bas, où ils dépassaient tous 25%.

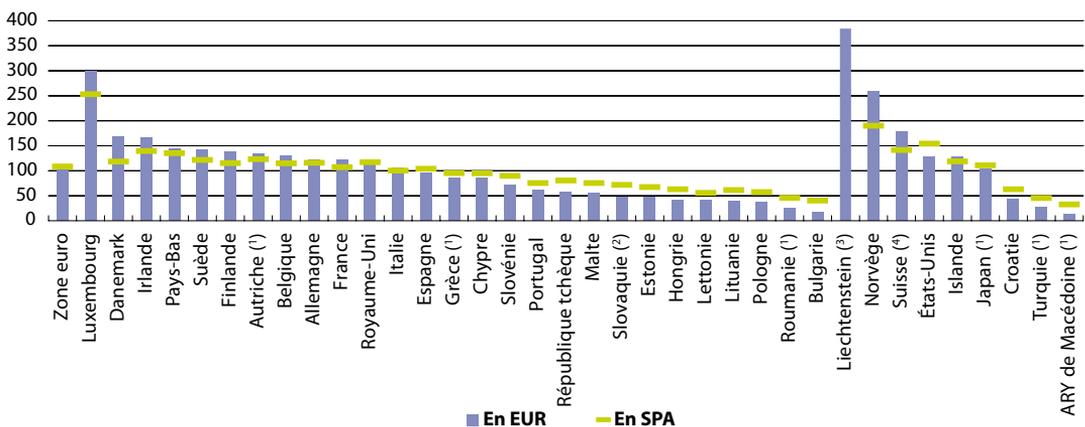
En 2008, l'épargne brute des ménages représentait 11,3% du revenu disponible brut des ménages dans l'UE-27. En 2007, l'Allemagne, la Slovénie et l'Autriche ont enregistré des taux d'épargne supérieurs à 16% du revenu disponible brut de leurs ménages. En revanche, la Lettonie a affiché un taux négatif (-4,3%),

ce qui signifie que les ménages de ce pays ont dépensé plus d'argent qu'ils n'en ont gagné (ce qui en fait des emprunteurs et non des épargnants), tandis que l'Estonie et la Lituanie ont enregistré des taux inférieurs à 1%.

Les dépenses de consommation des ménages atteignaient au moins la moitié du PIB dans la majorité des États membres en 2008. Cette part était la plus élevée à Chypre (76,6% en 2007) et dépassait également 70% en Grèce (en 2007), en Bulgarie (en 2006) et à Malte, mais était inférieure à 40% au Luxembourg (37,4% en 2007). Néanmoins, les dépenses moyennes de consommation des ménages par habitant étaient de loin les plus élevées au Luxembourg (24 900 SPA en 2007).

Un peu plus d'un cinquième (21,9%) de l'ensemble des dépenses de consommation des ménages dans l'UE-27 a été consacré, en 2006, au logement, à l'eau, à l'électricité, au gaz et aux autres combustibles domestiques. Les dépenses de transport (13,6%) et les dépenses relatives à l'alimentation et aux boissons non alcoolisées (12,7%) représentaient ensemble un peu plus du quart du total.

**Graphique 1.1:** PIB par habitant aux prix courants du marché en 2008 (UE-27=100)



(¹) Prévisions.

(²) Estimation.

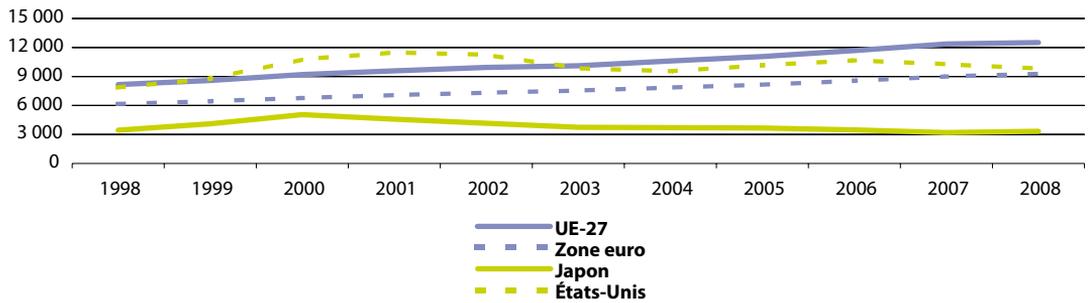
(³) 2006; SPA, non disponible.

(⁴) Données provisoires.

Source: Eurostat (nama\_gdp\_c et tec00001)

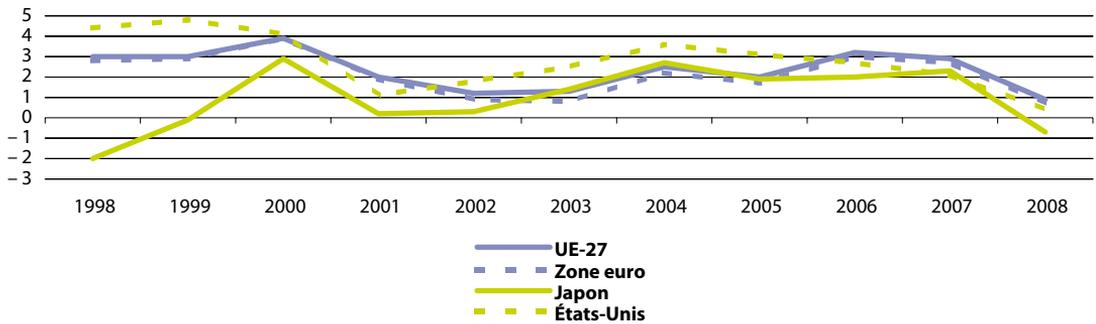


**Graphique 1.2:** PIB aux prix courants du marché  
(en Mrd EUR)



Source: Eurostat (tec00001)

**Graphique 1.3:** Croissance du PIB réel, UE-27  
(en % de la variation en glissement annuel)



Source: Eurostat (tsieb020)



Tableau 1.1: PIB par habitant aux prix courants du marché en 2008

	(PPS, UE-27=100)											(EUR)
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008 (¹)
<b>UE-27</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	25 100
<b>Zone euro</b>	113	113	113	112	111	111	109	110	109	109	108	28 300
Belgique	123	123	126	124	125	123	121	119	118	118	115	32 200
Bulgarie	27	27	28	29	31	33	34	35	37	37	40	4 500
République tchèque	71	70	69	70	70	73	75	76	78	80	80	14 200
Danemark	132	131	132	128	128	124	126	124	123	120	118	42 400
Allemagne	122	122	119	117	115	117	116	117	116	115	116	30 400
Estonie	42	42	45	46	50	54	57	61	65	68	67	12 000
Irlande	121	126	131	133	138	141	142	144	147	150	139	40 900
Grèce	83	83	84	87	90	92	94	93	94	95	95	21 300
Espagne	95	96	97	98	101	101	101	102	104	105	104	23 900
France	115	115	115	116	116	112	110	111	109	109	107	30 400
Italie	120	118	117	118	112	111	107	105	104	102	100	26 300
Chypre	87	87	89	91	89	89	90	91	90	91	95	21 700
Lettonie	36	36	37	39	41	43	46	49	53	58	56	10 200
Lituanie	40	39	39	42	44	49	51	53	56	60	61	9 600
Luxembourg	217	237	244	234	240	248	253	254	267	267	253	80 500
Hongrie	53	54	56	59	61	63	63	63	64	63	63	10 500
Malte	81	81	84	78	80	78	77	78	77	78	76	13 800
Pays-Bas	129	131	134	134	133	129	129	131	131	131	135	36 200
Autriche	132	131	131	125	126	127	127	124	124	124	123	33 800
Pologne	48	49	48	48	48	49	51	51	52	54	58	9 500
Portugal	77	78	78	77	77	77	75	77	76	76	75	15 700
Roumanie	:	26	26	28	29	31	34	35	38	42	46	6 500
Slovénie	79	81	80	80	82	83	86	87	88	89	90	18 400
Slovaquie	52	51	50	52	54	56	57	60	64	67	72	12 000
Finlande	114	115	117	116	115	113	116	114	115	116	115	34 800
Suède	123	125	127	121	121	123	125	120	121	122	121	35 400
Royaume-Uni	118	118	119	120	121	122	124	122	121	118	117	29 600
Croatie	52	50	49	50	52	54	56	57	58	61	63	10 800
ARY de Macédoine	27	27	27	25	25	26	27	29	29	31	33	3 200
Turquie	43	39	40	36	34	34	37	40	43	45	46	7 000
Islande	140	139	132	132	130	126	131	130	124	121	119	32 100
Norvège	138	145	165	161	155	156	164	176	184	178	190	64 900
Suisse	149	146	145	141	141	137	136	133	136	139	141	44 600
Japon	121	118	117	114	112	112	113	113	113	112	111	25 900
États-Unis	161	163	161	157	154	156	157	159	158	156	154	32 200

(¹) Données extraites le 14 janvier 2010.

Source: Eurostat (tsieb010, tec00001 et nama\_gdp\_c)



**Tableau 1.2:** PIB aux prix courants du marché  
(en Mrd EUR)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE-27</b>	8 162	8 584	9 202	9 580	9 942	10 108	10 606	11 063	11 684	12 360	12 512
<b>Zone euro</b>	6 160	6 441	6 779	7 075	7 324	7 544	7 854	8 148	8 556	9 001	9 276
Belgique	228	238	252	259	268	275	290	302	318	335	344
Bulgarie	11	12	14	15	17	18	20	22	25	29	34
République tchèque	55	56	61	69	80	81	88	100	114	127	149
Danemark	155	163	174	179	185	189	197	207	218	227	232
Allemagne	1 952	2 012	2 063	2 113	2 143	2 164	2 211	2 242	2 325	2 428	2 496
Estonie	5	5	6	7	8	9	10	11	13	15	16
Irlande	79	91	105	117	130	139	149	162	177	191	186
Grèce	122	132	138	146	157	171	186	198	213	228	243
Espagne	537	580	630	681	729	783	841	909	982	1 051	1 095
France	1 315	1 368	1 441	1 497	1 549	1 595	1 660	1 726	1 806	1 895	1 950
Italie	1 087	1 127	1 191	1 249	1 295	1 335	1 392	1 429	1 485	1 545	1 572
Chypre	9	9	10	11	11	12	13	14	15	16	17
Lettonie	6	7	8	9	10	10	11	13	16	21	23
Lituanie	10	10	12	14	15	16	18	21	24	28	32
Luxembourg	17	20	22	23	24	26	28	30	34	36	37
Hongrie	42	45	52	59	71	75	82	89	90	101	106
Malte	3	4	4	4	4	4	5	5	5	5	6
Pays-Bas	360	386	418	448	465	477	491	513	540	569	596
Autriche	190	198	208	212	219	223	233	244	256	271	282
Pologne	153	157	186	212	210	192	204	244	272	311	362
Portugal	106	114	122	129	135	139	144	149	155	163	166
Roumanie	37	34	41	45	49	53	61	80	98	124	137
Slovénie	19	21	21	23	25	26	27	29	31	34	37
Slovaquie	20	19	22	24	26	29	34	38	45	55	65
Finlande	116	123	132	140	144	146	152	157	167	180	185
Suède	226	241	266	251	264	276	288	295	313	331	328
Royaume-Uni	1 300	1 410	1 602	1 643	1 710	1 647	1 773	1 834	1 945	2 044	1 816
Croatie	23	22	23	26	28	30	33	36	39	43	47
ARY de Macédoine	3	3	4	4	4	4	4	5	5	6	7
Turquie	239	234	290	218	243	268	315	387	419	472	498
Islande	7	8	9	9	9	10	11	13	13	15	10
Liechtenstein	:	3	3	3	3	3	3	3	3	:	:
Norvège	135	149	183	191	204	199	208	243	268	284	310
Suisse	244	252	271	285	296	288	292	300	312	317	341
Japon	3 448	4 102	5 057	4 580	4 162	3 744	3 707	3 666	3 475	3 199	3 329
États-Unis	7 844	8 776	10 775	11 485	11 255	9 850	9 541	10 159	10 671	10 272	9 819

Source: Eurostat (tec00001); Suisse: secrétariat de l'État à l'économie; Japon: Bureau of Economic Analysis; États-Unis: Economic and Social Research Institute.



**Tableau 1.3:** PIB aux prix courants du marché  
(en milliards de SPA)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE-27</b>	8 162	8 584	9 202	9 580	9 942	10 108	10 606	11 063	11 684	12 360	12 512
<b>Zone euro</b>	5 976	6 280	6 716	6 983	7 216	7 299	7 597	7 945	8 370	8 848	8 918
Belgique	213	224	246	251	264	264	272	281	295	312	306
Bulgarie	38	39	43	46	50	53	57	60	66	71	77
République tchèque	123	127	134	142	147	155	166	175	188	206	210
Danemark	119	124	134	135	141	139	147	151	158	163	163
Allemagne	1 704	1 786	1 855	1 900	1 945	1 994	2 078	2 166	2 257	2 356	2 391
Estonie	10	10	12	12	14	15	17	19	21	23	23
Irlande	76	84	95	101	111	116	125	134	148	163	155
Grèce	153	160	175	187	203	210	225	232	248	264	269
Espagne	643	685	747	790	850	879	934	995	1 084	1 178	1 189
France	1 173	1 233	1 335	1 400	1 463	1 437	1 488	1 566	1 634	1 729	1 728
Italie	1 157	1 192	1 268	1 328	1 310	1 322	1 344	1 382	1 447	1 507	1 510
Chypre	10	11	12	13	13	13	14	15	16	18	19
Lettonie	15	15	17	18	20	21	23	25	28	33	32
Lituanie	24	24	26	29	31	35	38	41	45	50	52
Luxembourg	16	18	20	20	22	23	25	27	30	32	31
Hongrie	92	98	109	118	128	133	138	143	151	157	158
Malte	5	6	6	6	6	6	7	7	7	8	8
Pays-Bas	343	369	407	424	441	435	455	480	506	535	557
Autriche	178	187	201	199	209	213	224	230	242	256	258
Pologne	311	331	352	360	378	387	419	441	471	510	550
Portugal	132	142	152	157	163	166	170	183	191	201	201
Roumanie	103	105	111	123	131	141	160	170	196	226	247
Slovénie	26	28	30	31	34	35	37	39	42	45	46
Slovaquie	48	49	52	56	60	62	67	73	81	90	98
Finlande	100	106	116	119	123	122	131	135	143	153	153
Suède	184	198	214	214	221	228	243	244	261	278	281
Royaume-Uni	1 167	1 232	1 335	1 400	1 465	1 503	1 603	1 651	1 728	1 799	1 801
Croatie	39	39	42	44	48	50	54	57	61	67	69
ARY de Macédoine	9	10	10	10	10	11	12	13	14	16	17
Turquie	459	448	513	482	489	497	580	654	734	786	815
Islande	7	7	7	7	8	8	8	9	9	9	10
Norvège	104	115	141	144	144	148	163	183	202	209	227
Suisse	180	186	198	201	210	208	217	223	241	261	272
Japon	2 597	2 658	2 827	2 860	2 921	2 967	3 124	3 244	3 400	3 568	3 558
États-Unis	7 531	8 095	8 667	8 834	9 097	9 418	9 994	10 586	11 162	11 698	11 796

Source: Eurostat (tec00001); Suisse: secrétariat de l'État à l'économie; Japon: Bureau of Economic Analysis; États-Unis: Economic and Social Research Institute.



**Tableau 1.4:** Valeur ajoutée brute aux prix de base  
(en % du total de la valeur ajoutée brute)

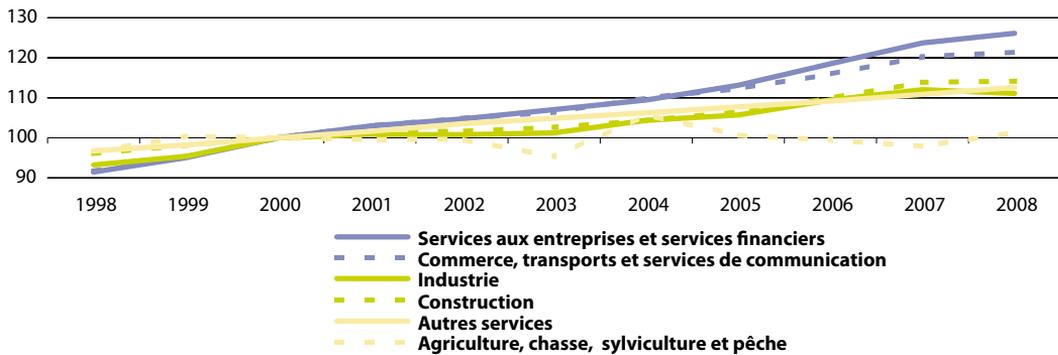
	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche		Industrie		Construction		Commerce, transports et services de communication		Services aux entreprises et services financiers		Autres services	
	1998	2008	1998	2008	1998	2008	1998	2008	1998	2008	1998	2008
<b>UE-27</b>	2,6	1,8	23,1	20,1	5,5	6,5	21,3	21,0	25,0	28,1	22,2	22,5
<b>Zone euro</b>	2,7	1,8	22,8	20,0	5,6	6,5	21,0	20,8	25,3	28,4	22,4	22,6
Belgique	1,5	0,8	22,9	17,9	4,8	5,3	21,3	23,0	26,8	29,4	22,4	23,6
Bulgarie	18,8	7,3	26,7	21,9	4,8	8,6	17,5	23,5	19,4	23,5	13,2	15,1
République tchèque	4,2	2,3	31,2	31,3	8,1	6,3	24,7	25,4	16,3	17,8	15,4	16,9
Danemark	2,7	1,1	20,4	20,5	5,3	5,8	22,5	21,4	22,0	24,4	27,5	26,8
Allemagne	1,2	0,9	25,3	25,6	5,6	4,2	17,8	17,7	27,1	29,4	22,6	22,1
Estonie	6,1	2,6	22,2	20,6	7,0	8,4	26,6	25,6	20,8	24,2	16,7	18,6
Irlande	4,4	2,0	34,8	25,3	6,0	8,5	18,6	17,5	19,4	27,1	17,2	19,5
Grèce	:	3,3	:	13,6	:	6,1	:	33,2	:	19,9	:	23,9
Espagne	4,9	2,8	21,8	17,3	7,3	11,6	26,4	24,5	18,6	22,6	21,0	21,3
France	3,2	2,0	18,4	13,8	5,0	6,7	19,1	18,7	29,5	33,6	24,7	25,3
Italie	3,1	2,0	24,5	20,8	4,9	6,2	23,9	22,1	23,0	27,9	20,3	21,0
Chypre	4,2	2,1	13,0	10,2	7,6	9,4	29,9	26,7	22,8	27,5	22,1	24,1
Lettonie	4,0	3,1	21,5	13,8	6,1	8,9	31,5	29,8	15,1	23,9	21,4	20,5
Lituanie	9,8	4,5	23,0	22,2	8,4	10,0	27,7	30,8	11,6	15,6	19,7	17,0
Luxembourg	0,9	0,4	14,6	9,7	6,3	6,2	23,1	21,4	38,2	45,5	16,9	16,7
Hongrie	5,5	4,3	28,2	24,9	4,6	4,6	23,2	22,2	19,2	21,9	19,3	22,2
Malte	2,9	2,3	23,1	17,7	4,0	3,6	31,6	26,4	17,4	21,6	21,3	28,6
Pays-Bas	3,0	1,8	19,9	19,7	5,3	5,8	22,3	21,0	26,6	28,3	22,3	23,5
Autriche	2,2	1,7	22,9	23,2	8,0	7,5	24,7	23,3	20,7	23,8	21,6	20,5
Pologne	6,0	4,5	24,9	23,1	7,9	8,0	26,4	27,3	16,4	19,4	18,1	17,8
Portugal	4,3	2,4	21,5	17,6	7,3	6,4	24,2	24,3	20,0	22,7	22,7	26,6
Roumanie	16,0	7,2	29,1	25,6	5,6	11,8	:	26,1	12,4	14,2	11,3	15,2
Slovénie	4,0	2,3	29,8	25,1	6,6	8,9	21,7	22,6	19,0	22,4	19,4	18,9
Slovaquie	5,4	3,4	27,4	28,1	7,2	8,7	26,3	26,2	16,4	17,7	16,4	15,9
Finlande	3,5	3,0	28,4	24,9	5,3	6,7	21,8	21,6	19,4	21,6	21,7	22,2
Suède	2,4	1,6	25,1	22,8	4,1	5,1	19,0	19,4	24,0	24,3	25,1	26,8
Royaume-Uni	1,2	0,8	23,4	17,6	5,1	6,1	21,9	20,4	26,3	32,2	21,3	22,8
Croatie	8,9	6,4	23,0	20,2	6,6	8,3	25,6	25,2	17,3	22,9	19,4	16,9
ARY de Macédoine (!)	13,2	11,0	27,1	25,7	6,7	7,0	22,2	27,4	9,8	11,3	19,8	17,8
Turquie	12,9	8,6	27,7	21,7	6,0	5,2	34,2	31,9	15,6	21,1	9,4	11,4
Islande (!)	10,2	5,6	19,6	14,3	8,4	12,2	22,0	19,4	16,6	27,2	23,1	20,9
Norvège	2,7	1,2	27,5	41,3	5,1	4,8	21,4	15,7	18,2	17,3	23,7	19,6
Suisse	1,7	1,2	22,5	22,6	5,4	5,3	22,0	22,2	22,7	23,3	25,5	25,1
Japon	1,5	:	24,8	:	7,4	:	17,6	:	17,4	:	28,1	:
États-Unis	1,3	:	20,0	:	4,6	:	:	:	30,7	:	23,5	:

(!) 2007 au lieu de 2008.

Source: Eurostat (tec00003, tec00004, tec00005, tec00006, tec00007 et tec00008)

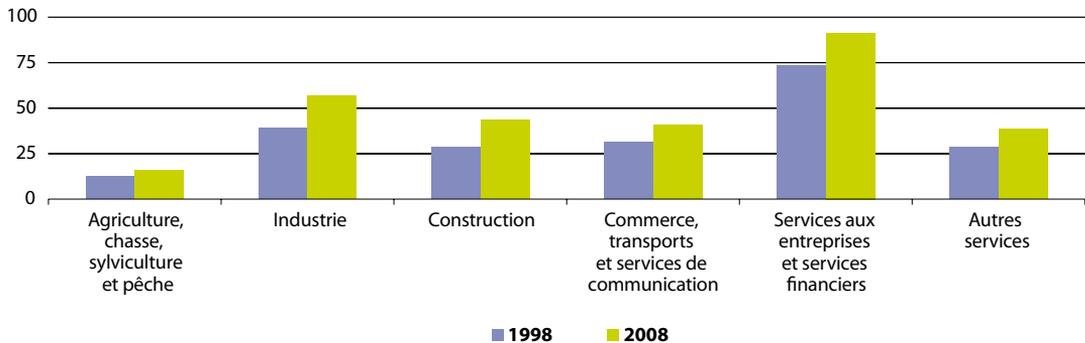


**Graphique 1.4:** Valeur ajoutée dans l'UE-27  
(2000=100)



Source: Eurostat (nama\_nace06\_k)

**Graphique 1.5:** Productivité de la main-d'œuvre dans l'UE-27  
(en milliers d'euros par personne occupée)



Source: Eurostat (nama\_nace06\_c et nama\_nace06\_e)

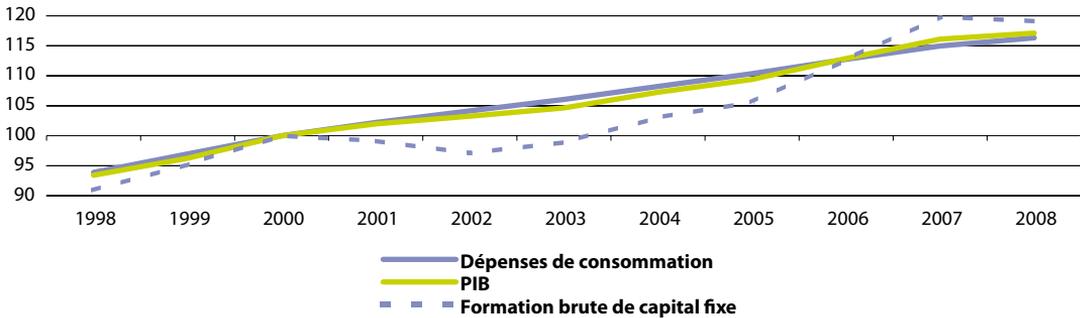
**Tableau 1.5:** Productivité de la main-d'œuvre (basée sur des séries exprimées en SPA)

	Par personne occupée (UE-27=100)						Par heure travaillée (UE-15=100)					
	1998	2000	2002	2004	2006	2008	1998	2000	2002	2004	2006	2007
<b>UE-27</b>	100	100	100	100	100	100	:	:	87	88	89	89
<b>Zone euro</b>	115	113	111	109	109	109	:	101	101	100	101	101
Belgique	134	137	136	132	130	125	:	:	:	:	:	:
Bulgarie	27	30	33	34	35	36	25	28	30	30	31	31
République tchèque	60	62	63	68	70	72	44	45	48	52	53	55
Danemark	109	110	108	109	105	101	106	105	103	104	100	96
Allemagne	112	108	106	108	109	107	111	109	109	112	113	112
Estonie	41	46	51	57	61	64	:	35	38	43	46	48
Irlande	125	127	133	135	137	134	95	98	104	107	108	111
Grèce	91	94	99	101	101	102	:	:	:	:	:	:
Espagne	108	104	105	102	102	105	92	89	90	90	92	94
France	126	125	125	121	121	121	115	117	121	115	117	117
Italie	130	126	118	112	110	108	103	100	95	91	90	89
Chypre	82	85	84	83	83	86	64	65	65	66	66	67
Lettonie	37	40	43	46	50	51	:	:	:	:	:	:
Lituanie	41	43	48	53	56	61	34	34	39	44	45	47
Luxembourg	165	176	163	170	176	161	:	:	150	160	168	166
Hongrie	63	65	71	72	73	74	45	46	52	54	55	55
Malte	:	97	92	90	90	88	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	111	114	113	112	114	115	114	118	119	119	121	121
Autriche	121	121	117	118	115	113	104	104	101	102	101	102
Pologne (¹)	51	55	59	62	61	63	:	41	43	51	53	44
Portugal	68	69	68	67	70	71	:	53	52	52	55	:
Roumanie	:	24	29	34	40	48	:	19	23	28	31	:
Slovénie	75	76	78	82	84	84	:	:	:	:	:	:
Slovaquie	56	58	63	66	72	79	46	47	53	56	60	63
Finlande	114	115	111	112	110	110	96	97	95	97	96	97
Suède	112	113	108	113	111	112	100	103	100	105	103	103
Royaume-Uni	109	111	112	114	112	111	:	:	:	:	:	:
Croatie	64	61	67	70	74	77	:	:	:	:	:	:
ARY de Macédoine	46	48	46	51	55	58	:	:	:	:	:	:
Turquie	53	53	49	54	62	64	:	:	:	:	:	:
Islande	110	103	104	108	99	99	:	:	:	:	:	:
Norvège	114	139	131	142	156	157	115	141	138	149	164	157
Suisse	112	110	107	105	106	112	100	97	98	94	95	97
Japon	98	99	98	99	100	100	:	:	:	:	:	:
États-Unis	141	142	140	143	143	145	112	114	114	119	:	:

(¹) 2005, rupture des séries pour la productivité par personne occupée; 2007, rupture des séries pour la productivité par heure travaillée.

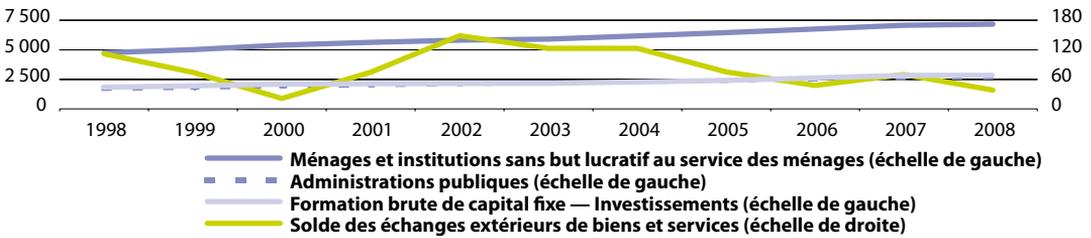
Source: Eurostat (tsieb030 et tsieb040), OCDE.

**Graphique 1.6:** Dépenses de consommation et formation brute de capital à prix constants dans l'UE-27 (2000=100)



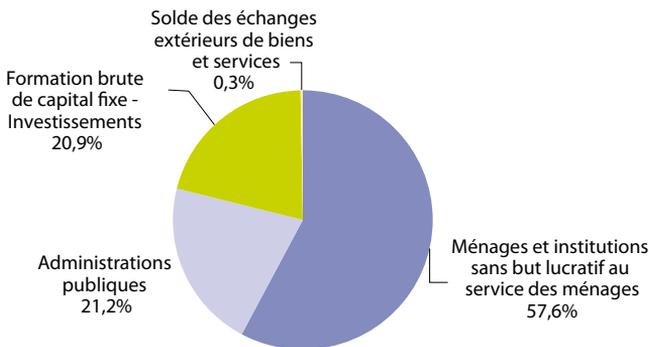
Source: Eurostat (nama\_gdp\_k)

**Graphique 1.7:** Composantes des dépenses du PIB dans l'UE-27 (en Mrd EUR)



Source: Eurostat (tec00009, tec00010, tec00011 et tec00110)

**Graphique 1.8:** Composantes des dépenses du PIB dans l'UE-27, 2008 (en % du PIB)



Source: Eurostat (tec00009, tec00011, tec00010 et tec00110)



**Tableau 1.6:** Investissements  
(en % du PIB)

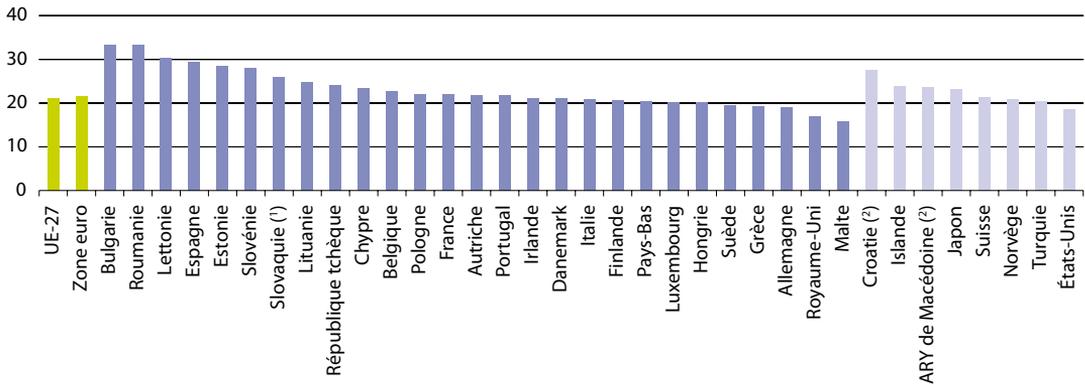
	Investissements totaux			Investissements du secteur public			Investissements des entreprises		
	1998	2003	2008	1998	2003	2008	1998	2003	2008
<b>UE-27</b>	20,0	19,4	21,1	2,3	2,4	2,7	17,8	17,0	18,4
<b>Zone euro</b>	20,4	20,1	21,6	2,4	2,5	2,5	18,0	17,6	19,1
Belgique	20,2	18,8	22,7	1,7	1,7	1,6	18,5	17,1	21,1
Bulgarie	13,0	19,3	33,4	3,2	2,7	5,6	9,8	16,6	27,8
République tchèque	28,2	26,7	24,0	4,2	4,5	4,8	24,0	22,1	19,1
Danemark	20,4	19,3	21,0	1,7	1,6	1,8	18,8	17,7	19,2
Allemagne	21,1	17,9	19,0	1,8	1,6	1,5	19,3	16,3	17,5
Estonie	30,4	31,6	29,3	4,9	4,4	5,6	25,5	27,2	23,8
Irlande	21,4	22,3	21,1	2,7	3,7	5,4	18,8	18,7	15,7
Grèce	:	23,7	19,3	3,2	3,6	2,9	:	20,1	16,4
Espagne	23,0	27,2	29,4	3,3	3,6	3,8	19,8	23,6	25,6
France	17,9	18,8	21,9	2,8	3,1	3,2	15,1	15,8	18,7
Italie	19,3	20,4	20,9	2,3	2,5	2,2	17,0	17,9	18,7
Chypre	18,7	17,6	23,3	2,9	3,4	3,0	15,8	14,2	20,3
Lettonie	24,7	24,4	30,2	1,4	2,4	4,9	23,3	22,0	25,3
Lituanie	24,0	21,1	24,8	2,5	3,0	4,9	21,4	18,1	19,9
Luxembourg	21,8	22,2	20,1	4,5	4,6	3,9	17,3	17,6	16,2
Hongrie	23,6	22,0	20,1	3,4	3,5	2,8	20,2	18,5	17,3
Malte	22,9	19,6	15,8	4,6	4,7	2,7	18,4	14,9	13,2
Pays-Bas	22,2	19,5	20,4	3,0	3,6	3,3	19,3	15,9	17,2
Autriche	24,0	22,4	21,8	1,8	1,2	1,0	22,2	21,3	20,8
Pologne	24,1	18,2	22,0	3,9	3,3	4,6	20,2	14,9	17,3
Portugal	26,5	22,9	21,7	4,0	3,1	2,1	22,5	19,8	19,6
Roumanie	18,2	21,5	33,3	1,8	3,5	5,4	16,4	18,0	27,9
Slovénie	24,9	24,0	28,9	2,9	3,2	4,2	21,2	20,6	24,8
Slovaquie	35,7	24,8	25,9	4,0	2,6	1,8	32,7	22,9	24,2
Finlande	19,0	18,1	20,6	2,9	2,9	2,5	16,2	15,2	18,1
Suède	16,3	16,3	19,5	3,1	2,9	3,3	13,2	13,3	16,2
Royaume-Uni	17,7	16,4	16,9	1,3	1,5	2,3	16,5	14,9	14,6
Croatie	20,0	25,0	27,6	:	:	:	:	:	:
ARY de Macédoine	17,4	16,7	23,7	:	:	:	:	:	:
Turquie	22,9	17,0	20,3	:	:	:	:	:	:
Islande	24,0	20,0	24,4	4,4	3,6	4,5	19,6	16,3	19,9
Norvège	25,0	17,3	20,8	3,6	3,0	3,1	21,3	14,3	17,7
Suisse (!)	22,2	20,5	21,3	2,7	2,5	1,9	19,4	18,1	19,6

(!) 2007 au lieu de 2008 pour les investissements du secteur public et des entreprises

Source: Eurostat ([nama\\_gdp\\_c](#), [tsdec210](#), [tec00022](#) et [tsier140](#))



**Graphique 1.9:** Formation brute de capital fixe, UE-27  
(en % du PIB)

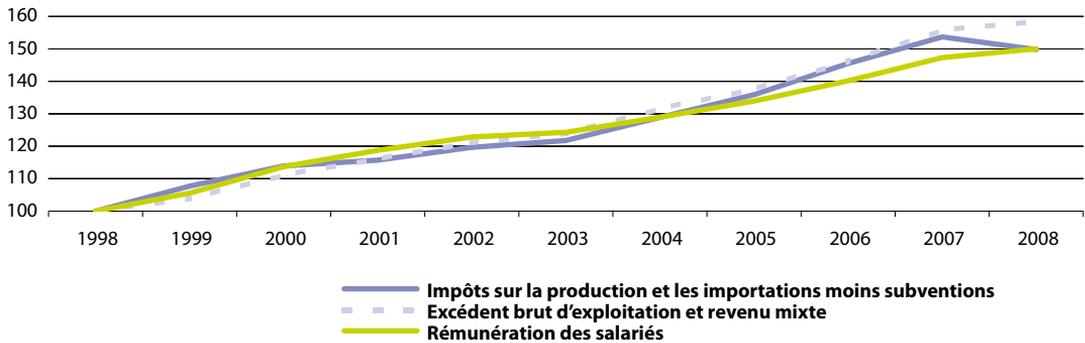


(¹) Estimation.

(²) Prévisions.

Source: Eurostat ([tec00011](#))

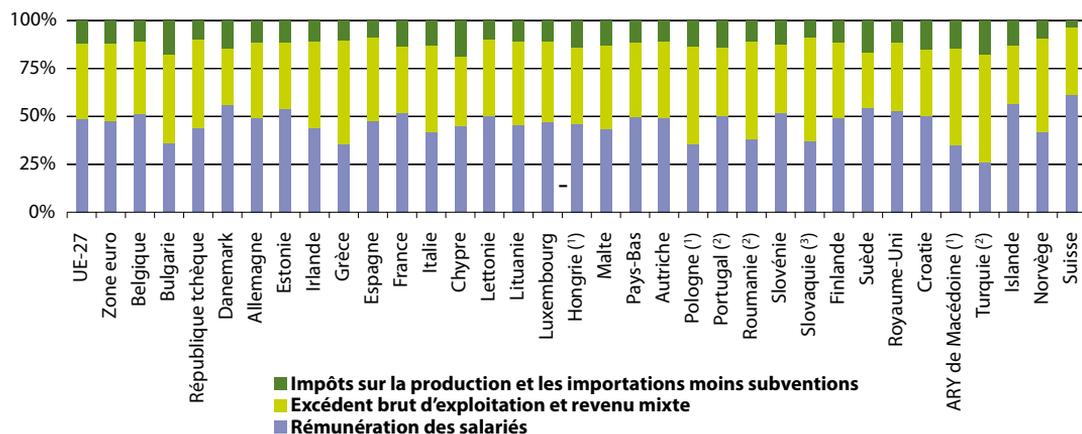
**Graphique 1.10:** Répartition des revenus dans l'UE-27  
(1998=100)



Source: Eurostat ([tec00016](#), [tec00015](#) et [tec00013](#))



**Graphique 1.11:** Répartition des revenus, 2008  
(en % du PIB)



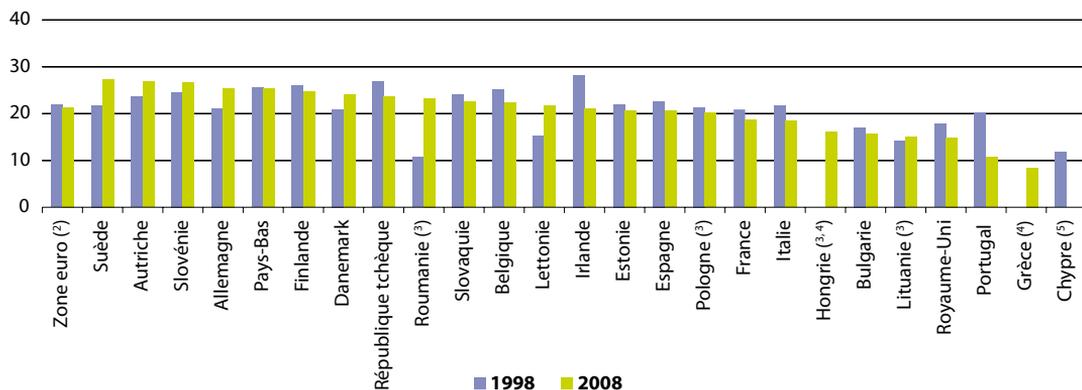
(1) 2007.

(2) 2006.

(3) Estimation.

Source: Eurostat (tec00016, tec00015 et tec00013)

**Graphique 1.12:** Épargne nationale brute (1)  
(en % du revenu national disponible brut)



(1) UE-27, Luxembourg et Malte, non disponible.

(2) ZE-13 au lieu de ZE-16.

(3) Prévisions.

(4) 1998, non disponible.

(5) 2008, non disponible.

Source: Eurostat (nama\_inc\_c)



**Tableau 1.7:** Épargne brute des ménages <sup>(1)</sup>  
(en % du revenu disponible brut des ménages)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE-27</b>	:	12,1	11,5	12,3	12,3	12,2	11,7	11,5	10,9	10,8	11,3
Belgique	17,0	17,2	15,4	16,4	15,8	14,7	13,3	12,6	12,9	13,7	:
Bulgarie	:	:	:	:	:	:	:	-22,7	-29,2	:	:
République tchèque	9,2	8,6	8,5	7,4	8,1	7,4	5,7	8,1	9,1	8,8	:
Danemark	6,3	3,8	4,9	8,8	8,8	9,4	6,3	4,5	6,4	5,1	:
Allemagne	15,9	15,3	15,1	15,2	15,7	16,0	16,1	16,3	16,2	16,7	:
Estonie	4,5	2,6	4,1	3,1	0,5	-1,6	-4,8	-3,8	-3,0	0,8	:
Irlande	:	:	:	:	10,3	10,6	13,7	11,6	10,3	9,2	:
Grèce	:	:	2,5	1,7	1,1	1,6	1,5	0,7	1,2	:	:
Espagne	:	:	11,1	11,1	11,4	12,0	11,3	11,3	11,2	10,2	:
France	15,4	15,1	14,9	15,6	16,7	15,6	15,6	14,7	14,8	15,3	15,1
Italie	16,8	15,8	14,2	16,0	16,8	16,0	16,0	15,8	15,2	14,5	15,1
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lettonie	0,7	-0,7	2,9	-0,4	1,5	3,0	4,7	1,2	-3,7	-4,3	:
Lituanie	7,2	7,8	6,5	4,9	4,7	3,0	1,3	1,3	1,2	0,1	:
Luxembourg	:	:	14,1	13,5	11,4	9,3	11,8	11,0	12,4	9,9	:
Hongrie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	16,6	13,8	12,0	14,5	13,7	13,0	13,0	12,2	11,5	13,4	:
Autriche	13,3	14,5	13,9	13,0	12,9	14,0	14,1	14,5	15,4	16,3	:
Pologne	14,4	13,3	12,4	14,2	10,4	10,0	10,1	9,8	8,6	8,8	:
Portugal	10,5	9,8	10,2	10,9	10,6	10,6	9,7	9,2	8,1	6,7	:
Roumanie	:	:	1,2	1,6	-1,4	-9,6	-6,6	-12,1	-14,0	:	:
Slovénie	:	:	14,0	15,5	16,1	13,9	15,4	17,0	17,1	16,4	:
Slovaquie	12,4	11,2	11,1	9,1	8,9	7,1	6,3	6,9	6,1	7,7	:
Finlande	7,9	9,3	7,5	7,7	7,8	8,3	9,2	7,8	6,1	6,4	6,8
Suède	6,4	6,0	7,4	11,8	11,6	11,4	10,3	9,5	10,5	11,7	14,7
Royaume-Uni	7,4	5,2	4,7	6,0	4,8	5,1	4,0	5,1	4,2	2,5	:
Norvège	10,5	9,5	9,2	8,2	12,8	13,3	11,8	14,5	5,6	4,6	:
Suisse	15,8	16,0	16,9	17,1	16,1	14,8	14,4	15,4	16,6	17,8	:

(1) Y compris l'ajustement net pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

Source: Eurostat (tsdec240)

**Tableau 1.8:** Dépenses de consommation des ménages (concept domestique)

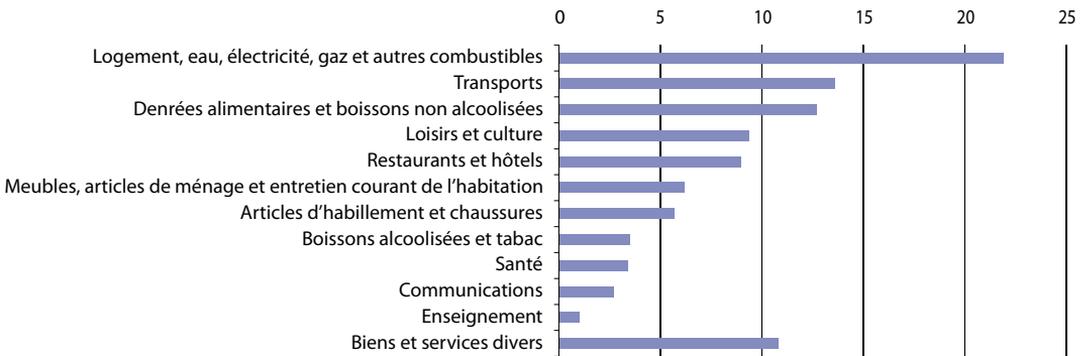
	En proportion du PIB (en %)			Par habitant (en SPA)		
	1998	2003	2008	1998	2003	2008
Belgique (¹)	51,9	51,5	50,2	10 800	13 100	14 700
Bulgarie (²)	70,8	73,2	73,5	3 200	4 900	6 300
République tchèque (¹)	54,7	53,0	49,5	6 500	8 100	9 900
Danemark	49,9	46,9	48,2	11 200	12 100	14 300
Allemagne (¹)	55,0	56,1	53,7	11 400	13 600	15 400
Estonie (¹)	63,7	58,1	54,6	4 600	6 600	9 400
Irlande (¹)	48,4	43,9	43,6	10 000	12 800	16 300
Grèce (¹)	:	74,3	74,1	:	14 200	17 500
Espagne (¹)	62,8	60,4	59,4	10 200	12 600	15 600
France	55,1	55,8	56,1	10 800	12 900	15 100
Italie (¹)	60,2	59,8	59,3	12 200	13 700	15 000
Chypre (¹)	81,0	77,6	76,6	11 900	14 300	17 300
Lettonie (¹)	62,1	61,1	60,6	3 800	5 500	8 700
Lituanie (¹)	63,0	65,3	64,0	4 300	6 600	9 500
Luxembourg (¹)	49,3	44,3	37,4	18 200	22 800	24 900
Hongrie	54,7	56,0	53,5	4 900	7 300	8 500
Malte	79,4	74,9	70,6	10 900	12 200	13 400
Pays-Bas	49,3	48,7	44,8	10 800	13 000	15 200
Autriche (¹)	56,2	55,9	54,1	12 500	14 700	16 700
Pologne (¹)	62,5	65,1	60,4	5 100	6 600	8 100
Portugal (²)	64,3	64,1	65,9	8 400	10 200	11 900
Roumanie (²)	74,8	65,4	67,7	:	4 200	6 100
Slovénie	59,2	57,4	55,8	7 900	9 900	12 700
Slovaquie (¹)	54,3	56,0	55,0	4 800	6 400	9 200
Finlande	48,2	49,6	49,6	9 400	11 600	14 300
Suède (¹)	47,8	47,4	45,5	9 900	12 000	13 900
Royaume-Uni	61,9	61,6	60,6	12 400	15 600	17 800
ARY de Macédoine (¹)	72,9	77,4	78,7	3 300	4 100	6 100
Turquie	70,8	76,0	73,0	5 100	5 300	8 300
Islande	53,7	53,1	49,2	12 800	13 800	14 700
Norvège	47,5	44,5	37,3	11 100	14 400	17 800
Suisse (¹)	59,0	59,2	55,7	15 000	16 800	19 200

(¹) 2007 au lieu de 2008.

(²) 2006 au lieu de 2008.

Source: Eurostat (nama\_fcs\_c)

**Graphique 1.13:** Dépenses de consommation des ménages dans l'UE-27, 2006  
(en % des dépenses de consommation totales des ménages)



Source: Eurostat (nama\_co2\_c)

## 1.2. Les finances publiques

### Introduction

La discipline imposée par le pacte de stabilité et de croissance (PSC) permet de maintenir un développement économique globalement harmonisé dans l'UE et dans les pays de la zone euro (en particulier) <sup>(\*)</sup>. Elle empêche les États membres de prendre des mesures politiques qui profiteraient indûment à leur propre économie au détriment de celle des autres pays. Le pacte s'articule autour de deux principes essentiels: le déficit (planifié ou effectif) ne doit pas dépasser 3% du PIB, et le ratio d'endettement au PIB doit rester inférieur à 60%.

La révision de mars 2005, fondée sur les cinq premières années de mise en application, a maintenu ces principes inchangés. Elle a cependant intégré une plus grande souplesse pour le dépassement du seuil de déficit en cas de périodes économiques difficiles ou pour le financement des investissements consacrés

aux améliorations structurelles. Elle a également accordé une période plus longue aux États membres pour résorber leur déficit excessif. Toutefois, si ces derniers ne redressent pas leur économie, des mesures correctives, voire des amendes, peuvent être imposées.

Les États membres communiquent chaque année à la Commission européenne des informations détaillées sur leurs politiques économiques et l'état de leurs finances publiques. Les pays de la zone euro fournissent ces informations dans le cadre de «programmes de stabilité», tandis que les autres États membres s'appuient sur des «programmes de convergence». Lorsqu'un État membre dépasse le plafond de déficit autorisé, une «procédure concernant les déficits excessifs» (PDE) est engagée. Cette procédure englobe diverses mesures visant à encourager l'État membre concerné à prendre des mesures afin de rectifier la situation. Le chapitre «Au-devant de la scène» au début de

(\*) Pour plus d'informations: [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/sg\\_pact\\_fiscal\\_policy/fiscal\\_policy528\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/sg_pact_fiscal_policy/fiscal_policy528_fr.htm).



la présente publication fournit de plus amples informations sur la mise en œuvre de la PDE durant la crise économique et financière.

### Définitions et disponibilité des données

D'après les règles de discipline budgétaire établies dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance (Amsterdam, 1997), les États membres doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif». Les États membres de l'UE sont tenus de notifier **leur déficit et leur dette publics** à la Commission européenne avant le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, dans le cadre de la «procédure concernant les déficits excessifs». Par ailleurs, Eurostat recueille les données et veille à ce que les États membres se conforment aux règlements concernés. Les principaux agrégats des administrations publiques sont fournis par les États membres à Eurostat deux fois par an, conformément au programme de transmission des données du SEC 95.

Les données présentées dans cette section correspondent aux postes des recettes et des dépenses du secteur des administrations publiques et sont calculées conformément à la méthodologie des comptes nationaux (SEC 95). La différence entre le revenu total et la dépense totale — y compris les dépenses en capital (notamment la formation brute de capital fixe) — est égale à la capacité nette/au besoin net de financement des administrations publiques et constitue, en outre, le solde des comptes non financiers des administrations.

Le **secteur des administrations publiques** comprend toutes les unités institutionnelles dont la production est destinée à la consommation individuelle et collective et qui sont essentiellement financées par des contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs et/ou toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale est la redistribution du revenu et de la richesse natio-

nale. Le secteur des administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs:

- l'**administration centrale** désigne l'ensemble des services administratifs de l'État et des autres services centraux dont les responsabilités s'étendent à la totalité du territoire économique, à l'exception des administrations de sécurité sociale;
- les **administrations d'États fédérés** désignent les unités institutionnelles distinctes exerçant certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles publiques locales, à l'exception des administrations de sécurité sociale;
- les **administrations locales** désignent les administrations publiques dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire économique, à l'exception des administrations locales de sécurité sociale;
- les **administrations de sécurité sociales** désignent les unités institutionnelles centrales, fédérées ou locales dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répondent aux deux critères suivants: i) certains groupes de la population sont tenus de participer au régime ou de verser des cotisations en vertu des dispositions légales ou réglementaires (hormis celles concernant les fonctionnaires); ii) indépendamment de leur rôle d'organisme de tutelle ou en tant qu'employeur, les administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités pour ce qui concerne la fixation ou l'approbation des cotisations et des prestations.

Les principaux **revenus des administrations publiques** se composent des impôts, des cotisations sociales, du produit des ventes et des revenus de la propriété. Ils sont définis dans le SEC 95 en référence à une liste de catégories: la production marchande, la production à usage final propre, les paiements pour l'autre produc-

tion non marchande, les impôts sur la production et les importations, les autres subventions sur la production, les revenus de la propriété à recevoir, les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., les cotisations sociales, les autres transferts courants et les transferts en capital.

Les principaux postes de dépenses comprennent, quant à eux, la rémunération des fonctionnaires, les prestations sociales, les intérêts de la dette publique, les subventions et la formation brute de capital fixe. Les **dépenses totales des administrations publiques** sont définies dans le SEC 95 en référence à une liste de catégories: la consommation intermédiaire, la formation brute de capital, la rémunération des salariés, les autres impôts sur la production, les subventions, les revenus de la propriété, les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les prestations sociales, certains transferts sociaux, les autres transferts courants, les transferts en capital et les transactions sur ces actifs non produits.

Le **solde public** se définit comme la capacité nette/le besoin net de financement notifié(e) dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs. Selon les critères de convergence, le déficit public (le besoin net de financement) prévu ou effectif ne doit pas dépasser 3 % du PIB.

La **dette brute consolidée des administrations publiques** est également exprimée en pourcentage du PIB. Elle désigne le volume consolidé de la dette brute en valeur nominale à la fin de l'année. Les critères de convergence imposent que la dette brute consolidée des administrations publiques reste généralement inférieure à 60 % du PIB (à moins que le dépassement de la valeur de référence ne soit exceptionnel et temporaire ou que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante).

Les **taxes et les cotisations sociales** correspondent aux revenus (en espèces ou en nature) perçus par l'administration centrale, les admi-

nistrations d'États ou les administrations locales et les administrations de sécurité sociale. Ces prélèvements (auxquels on se réfère sous le terme «recettes fiscales») sont généralement classés en trois grandes catégories:

- les **impôts sur le revenu et le patrimoine**, qui intègrent tous les paiements obligatoires perçus périodiquement par les administrations publiques sur le revenu et le patrimoine des entreprises et des ménages;
- les **impôts sur la production et les importations**, qui comprennent les paiements obligatoires perçus par les administrations publiques sur la production et l'importation de biens et services, l'emploi de main-d'œuvre, la propriété foncière ou l'exploitation foncière, les bâtiments ou autres biens utilisés dans la production;
- les **cotisations sociales**, qui englobent toutes les contributions sociales des employeurs et des salariés, ainsi que les cotisations sociales imputées représentant la contrepartie des prestations sociales versées directement par les employeurs.

Les **données relatives aux marchés publics** s'appuient sur les informations figurant dans les appels d'offres et les avis d'attribution de marché publiés au *Journal officiel de l'Union européenne* (série S). Le numérateur est la valeur des marchés publics passés selon la procédure ouverte. Pour chacun des secteurs — travaux, fournitures et services —, le nombre d'appels d'offres publiés est multiplié par une moyenne basée, en général, sur l'ensemble des prix fournis dans les avis de passation de marché publiés au Journal officiel durant l'année concernée. La valeur des marchés publics est exprimée par rapport au PIB.

Les **aides d'État** sont constituées des aides d'État sectorielles (accordées à certaines activités économiques spécifiques comme l'agriculture, la pêche, l'industrie manufacturière, l'industrie extractive, les transports et les services), des aides d'État ad hoc (accordées aux



entreprises individuelles) et des aides d'État relatives aux objectifs transversaux ou horizontaux, tels que la recherche et le développement, la protection de l'environnement, le soutien aux petites et moyennes entreprises, la création d'emplois ou la formation, y compris l'aide au développement régional. Les deux premières catégories (les aides d'États sectorielles et les aides ad hoc) sont considérées comme ayant un effet potentiel de distorsion plus important sur la concurrence.

### Conclusions principales

Le déficit public de l'UE-27, mesuré en pourcentage du PIB, est passé de 3,1 % en 2003 à 0,8 % en 2007. La tendance s'est toutefois inversée en 2008, puisque ce pourcentage a rapidement atteint 2,3 %. Quatre États membres, à savoir la Bulgarie, la Hongrie, les Pays-Bas et l'Autriche, ont enregistré en 2008 une réduction du déficit ou une augmentation de l'excédent en pourcentage du PIB par rapport à 2007. Néanmoins, trois États membres ont enregistré de fortes variations, basculant d'un excédent à un déficit, à savoir une baisse de 7,5 points de pourcentage en Irlande, de 6 points en Espagne et de 5,3 points en Estonie. En 2008, les pourcentages de déficit dépassaient la valeur de référence cible établie par le pacte de stabilité et de croissance dans onze États membres, alors que deux États membres seulement avaient dépassé la limite de 3 % du PIB en 2007. En 2008, les déficits publics les plus élevés exprimés en pourcentage du PIB ont été enregistrés par la Grèce (-7,7 %) et l'Irlande (-7,2 %), tandis que huit États membres ont enregistré un excédent, le plus important étant celui de la Finlande (4,5 %).

Le ratio dette publique/PIB de l'UE-27 est passé de 66,5 % à la fin de 1998 à 58,7 % à la fin de 2007. Il a cependant augmenté pour s'établir à 61,5 % à la fin de 2008. Les plus faibles niveaux

de dette publique exprimés en pourcentage du PIB à la fin de 2008 ont été relevés en Estonie (4,6 %), au Luxembourg (13,5 %), en Roumanie (13,6 %) et en Bulgarie (14,1 %). Au total, dix-huit États membres affichaient un ratio de dette publique inférieur à 60 % du PIB en 2008, soit un de moins qu'en 2007, puisque l'Autriche est repassée au-dessus de cet objectif. Les taux d'endettement public les plus élevés ont été enregistrés en Italie (105,8 %), en Grèce (99,2 %) et en Belgique (89,8 %). En 2008, le ratio d'endettement public s'est réduit dans sept États membres, notamment à Chypre, où il a baissé de 9,9 points de pourcentage. Les plus fortes hausses du ratio d'endettement de 2007 à 2008 ont été observées en Irlande (avec une progression de 19,0 points de pourcentage du PIB), aux Pays-Bas (+ 12,7 points) et en Lettonie (+ 10,5 points).

Les dépenses des administrations publiques peuvent être analysées à l'aide de la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP). Les mesures de protection sociale représentaient la plus forte proportion des dépenses publiques dans tous les États membres (à l'exception de Chypre) en 2007. Leur part variait de près ou plus de 22 % du PIB en France, au Danemark et en Suède à moins de 10 % en Lettonie, en Estonie, en Roumanie et à Chypre. Les dépenses publiques consacrées à la protection sociale s'élevaient à 18 % du PIB dans l'UE-27. Arrivaient ensuite, pour l'ensemble de l'Union et par ordre d'importance relative, les fonctions CFAP suivantes: la santé (6,6 % du PIB), les services publics généraux (6,1 %) et l'enseignement (5,1 %), tandis que les dépenses relatives aux affaires économiques dans l'UE-27 ont atteint près de 4 % du PIB et que moins de 2 % du PIB ont été consacrés à chacune des fonctions CFAP suivantes: défense, ordre public et sécurité, protection de l'environnement, logement et affaires communautaires, loisirs, religion et culture.

L'importance du secteur des administrations publiques dans l'économie peut être mesurée en termes de recettes et de dépenses totales des administrations publiques en pourcentage du PIB. Dans l'UE-27, les recettes totales des administrations publiques en 2008 s'élevaient à 44,6 % et les dépenses à 46,8 % du PIB. Les niveaux des dépenses et des recettes des administrations publiques variaient considérablement entre les États membres. Les pays ayant enregistré les niveaux de dépenses et de recettes publiques cumulés les plus élevés en pourcentage du PIB en 2008 ont été la Suède, le Danemark, la Finlande et la France, pour lesquels ce pourcentage cumulé a dépassé les 100 %. Neuf États membres ont affiché des ratios cumulés relativement faibles et inférieurs à 80 %. Parmi eux, le secteur des administrations publiques a joué le rôle le plus limité en Slovaquie, en Roumanie et en Lituanie (moins de 72 %).

Les principaux types de recettes publiques sont les impôts sur le revenu et le patrimoine, les impôts sur la production et les importations, ainsi que les cotisations sociales. La structure des recettes fiscales au sein de l'UE-27 révèle que les recettes des trois grandes catégories fiscales étaient globalement équivalentes en 2008, les recettes des cotisations sociales étant légèrement supérieures à celles des deux autres catégories. L'année 2008 a marqué un tournant dans l'évolution des recettes issues de ces trois catégories fiscales. Entre 2004 et 2007, le pourcentage des impôts sur le revenu et le patrimoine par rapport au PIB a augmenté dans l'UE-27, passant de 12,3 à 13,4 % avant de retomber à 13,1 % en 2008. Les impôts sur la production et les importations exprimés en pourcentage du PIB ont progressé de façon constante et progressive, passant de 13,1 % en 2001 à 13,5 % en 2007 (avec une période de stabilité de 2006 à 2007), avant de redescendre eux aussi à 13 % en 2008. En revanche, les cotisations sociales

avaient baissé de 14 % du PIB en 2003 à 13,5 % en 2007, avant de remonter à 13,7 % en 2008. Néanmoins, des variations considérables sont à signaler dans la structure des recettes fiscales entre les États membres. Comme on peut s'y attendre, les pays ayant enregistré des niveaux de dépenses élevés ont eu tendance également à lever plus d'impôts (en proportion du PIB). Par exemple, le pourcentage le plus élevé atteint par ces impôts et cotisations sociales a été enregistré au Danemark (48,8 % du PIB), la Suède obtenant, pour sa part, le deuxième pourcentage le plus élevé (47,5 %). À l'inverse, les recettes fiscales représentaient moins de 30 % du PIB en Slovaquie, en Roumanie et en Lettonie.

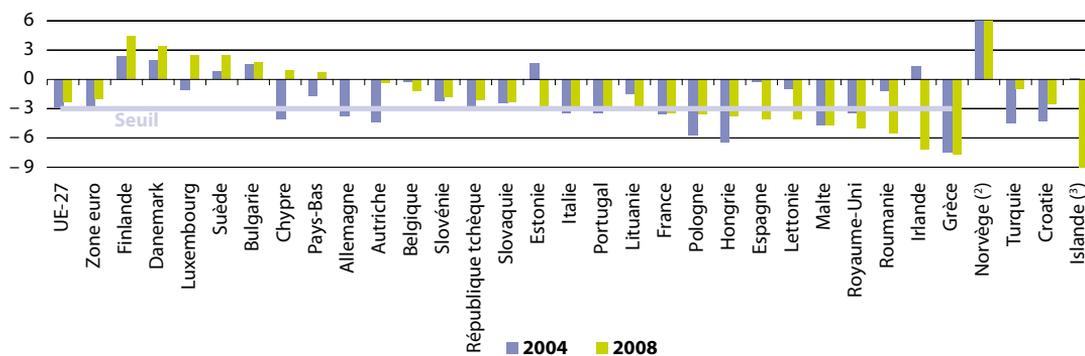
La valeur des marchés publics passés selon la procédure ouverte a représenté 12,3 % du PIB letton, soit quatre fois la moyenne de 3,1 % pour l'UE-27. Malte a été le seul État membre ayant rejoint l'Union depuis 2004 où cet indicateur a été inférieur à la moyenne de l'UE-27 en 2007. Parmi les États membres de l'UE-15, l'Espagne et le Royaume-Uni ont enregistré le pourcentage le plus élevé de marchés publics passés par la procédure ouverte par rapport au PIB, tandis que l'Allemagne et le Luxembourg ont affiché le pourcentage le plus faible.

Au total, les aides publiques dans l'UE-27 ont représenté 0,5 % du PIB en 2006. Cette moyenne masque d'importantes disparités entre les États membres. Le total des aides d'État par rapport au PIB variait de moins de 0,4 % au Luxembourg, en Estonie, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et en Belgique à 1,3 % ou plus au Portugal, en Bulgarie et en Hongrie. L'importance relative des aides d'État pour certains États membres qui ont adhéré à l'UE depuis 2004 peut être en grande partie attribuée aux mesures de préadhésion qui sont soit progressivement supprimées au titre d'arrangements transitoires soit limitées dans le temps.



### Graphique 1.14: Solde public <sup>(1)</sup>

(besoin net/capacité nette de financement du secteur consolidé des administrations publiques, en % du PIB)



<sup>(1)</sup> Données extraites le 22 octobre 2009.

<sup>(2)</sup> Axe Y interrompu; la valeur pour 2004 est de 11,1 %; la valeur pour 2008 est de 18,8 %.

<sup>(3)</sup> Axe Y interrompu; la valeur pour 2008 est de - 14,3 %.

Source: Eurostat ([tsieb080](#))



Tableau 1.9: Solde public et dette publique (1)

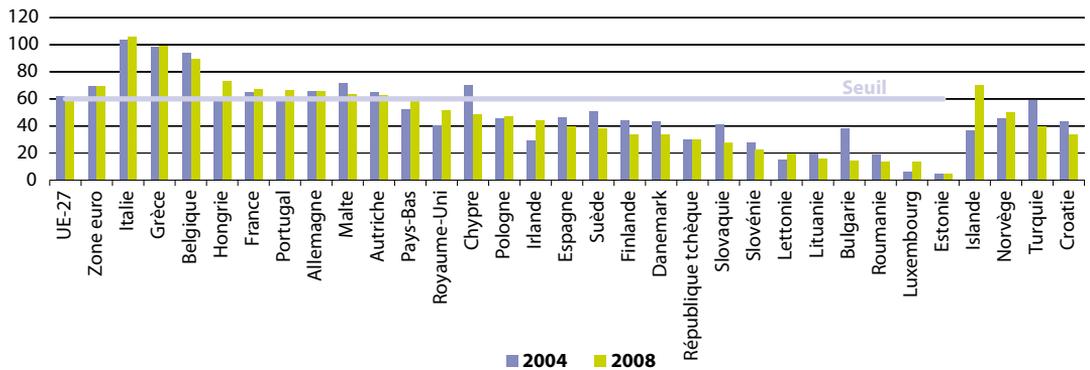
	Solde public (besoin net/capacité nette de financement du secteur consolidé des administrations publiques en % du PIB)					Dette publique (dette brute consolidée des administrations publiques en % du PIB)				
	1998	2003	2006	2007	2008	1998	2003	2006	2007	2008
<b>UE-27</b>	-1,9	-3,1	-1,4	-0,8	-2,3	66,5	61,8	61,3	58,7	61,5
<b>Zone euro</b>	-2,3	-3,1	-1,3	-0,6	-2,0	73,1	69,1	68,3	66,0	69,3
Belgique	-0,9	-0,1	0,3	-0,2	-1,2	117,1	98,7	88,1	84,2	89,8
Bulgarie	:	-0,3	3,0	0,1	1,8	79,6	45,9	22,7	18,2	14,1
République tchèque	-5,0	-6,6	-2,6	-0,7	-2,1	15,0	30,1	29,4	29,0	30,0
Danemark	0,1	0,1	5,2	4,5	3,4	60,8	45,8	31,3	26,8	33,5
Allemagne	-2,2	-4,0	-1,6	0,2	0,0	60,3	63,8	67,6	65,0	65,9
Estonie	-0,7	1,7	2,3	2,6	-2,7	5,5	5,6	4,5	3,8	4,6
Irlande	2,4	0,4	3,0	0,3	-7,2	53,6	31,1	25,0	25,1	44,1
Grèce	:	-5,7	-2,9	-3,7	-7,7	105,8	98,0	97,1	95,6	99,2
Espagne	-3,2	-0,2	2,0	1,9	-4,1	64,1	48,7	39,6	36,1	39,7
France	-2,6	-4,1	-2,3	-2,7	-3,4	59,4	62,9	63,7	63,8	67,4
Italie	-2,8	-3,5	-3,3	-1,5	-2,7	114,9	104,4	106,5	103,5	105,8
Chypre	-4,1	-6,5	-1,2	3,4	0,9	58,6	68,9	64,6	58,3	48,4
Lettonie	0,0	-1,6	-0,5	-0,3	-4,1	9,6	14,6	10,7	9,0	19,5
Lituanie	-3,1	-1,3	-0,4	-1,0	-3,2	16,6	21,1	18,0	16,9	15,6
Luxembourg	3,4	0,5	1,3	3,7	2,5	7,1	6,1	6,6	6,6	13,5
Hongrie	-8,2	-7,2	-9,3	-5,0	-3,8	62,0	58,1	65,6	65,9	72,9
Malte	-9,9	-9,9	-2,6	-2,2	-4,7	53,4	69,3	63,6	62,0	63,8
Pays-Bas	-0,9	-3,1	0,5	0,2	0,7	65,7	52,0	47,4	45,5	58,2
Autriche	-2,4	-1,4	-1,6	-0,6	-0,4	64,8	65,5	62,2	59,5	62,6
Pologne	-4,3	-6,3	-3,6	-1,9	-3,6	38,9	47,1	47,7	45,0	47,2
Portugal	-3,4	-2,9	-3,9	-2,6	-2,7	52,1	56,9	64,7	63,6	66,3
Roumanie	-3,2	-1,5	-2,2	-2,5	-5,5	16,6	21,5	12,4	12,6	13,6
Slovénie	-2,4	-2,7	-1,3	0,0	-1,8	:	27,5	26,7	23,3	22,5
Slovaquie	-5,3	-2,8	-3,5	-1,9	-2,3	34,5	42,4	30,5	29,3	27,7
Finlande	1,6	2,6	4,0	5,2	4,5	48,2	44,4	39,3	35,2	34,1
Suède	1,1	-0,9	2,5	3,8	2,5	69,1	52,3	45,9	40,5	38,0
Royaume-Uni	-0,1	-3,3	-2,7	-2,7	-5,0	46,7	38,7	43,2	44,2	52,0
Croatie	:	-4,5	-3,0	-2,5	-1,4	:	40,9	35,7	33,1	33,5
Turquie	:	-11,3	0,8	-1,0	-2,2	:	85,1	46,1	39,4	39,5
Islande	0,5	-1,6	6,3	5,4	-14,3	49,3	41,4	30,1	28,7	70,6
Norvège	:	7,3	18,5	17,7	18,8	:	44,3	55,3	52,3	50,0

(1) Données extraites le 22 octobre 2009.

Source: Eurostat (tsieb080 et tsieb090)



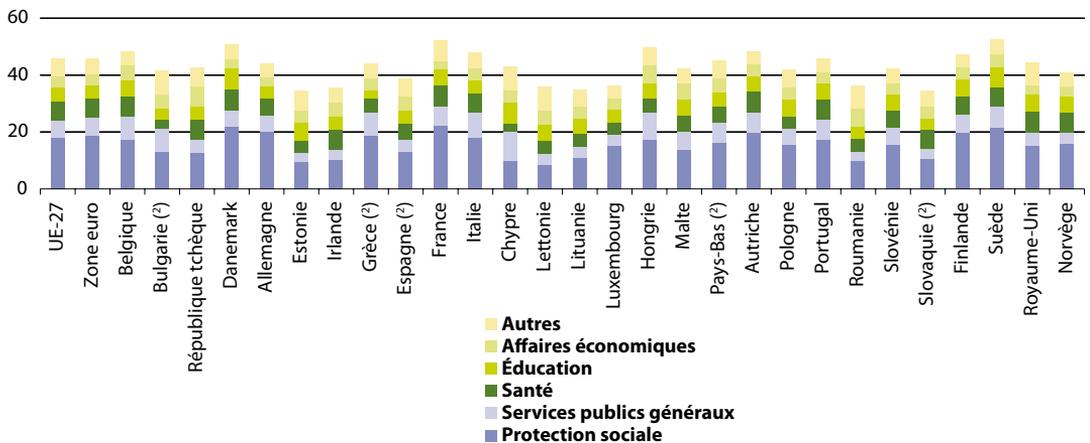
**Graphique 1.15:** Dette publique (¹)  
(dette brute consolidée des administrations publiques, en % du PIB)



(¹) Données extraites le 22 octobre 2009.

Source: Eurostat ([tsieb090](#))

**Graphique 1.16:** Dépenses des administrations publiques par fonction de la CFAP, 2007 (¹)  
(en % du PIB)

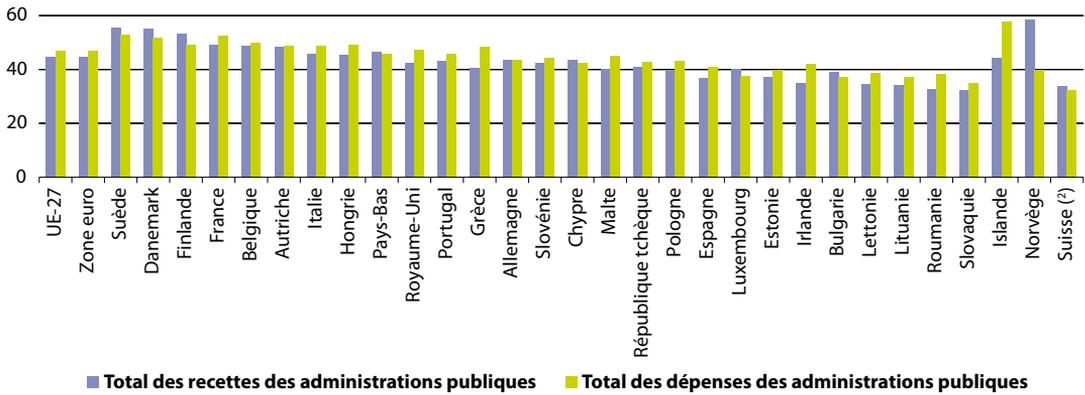


(¹) CFAP: classification des fonctions des administrations publiques.

(²) Prévisions.

Source: Eurostat ([gov\\_a\\_exp](#))

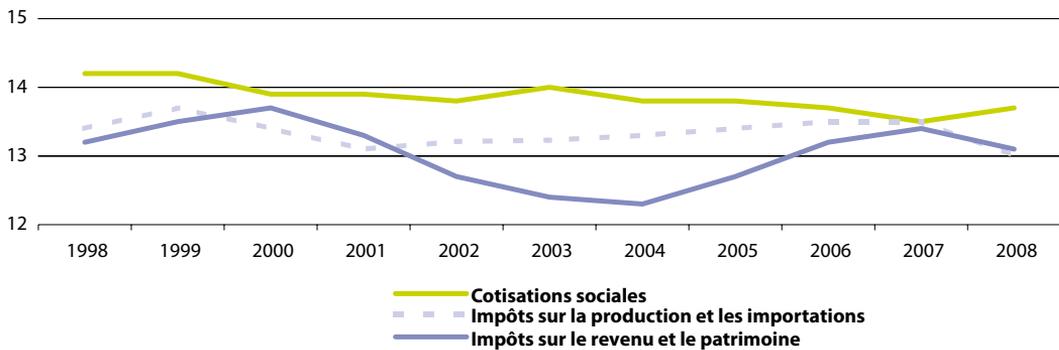
**Graphique 1.17:** Recettes et dépenses des administrations publiques, 2008 (1)  
(en % du PIB)



(1) Les chiffres sont classés selon la moyenne des recettes et des dépenses.  
(2) 2007.

Source: Eurostat (tec00021 et tec00023)

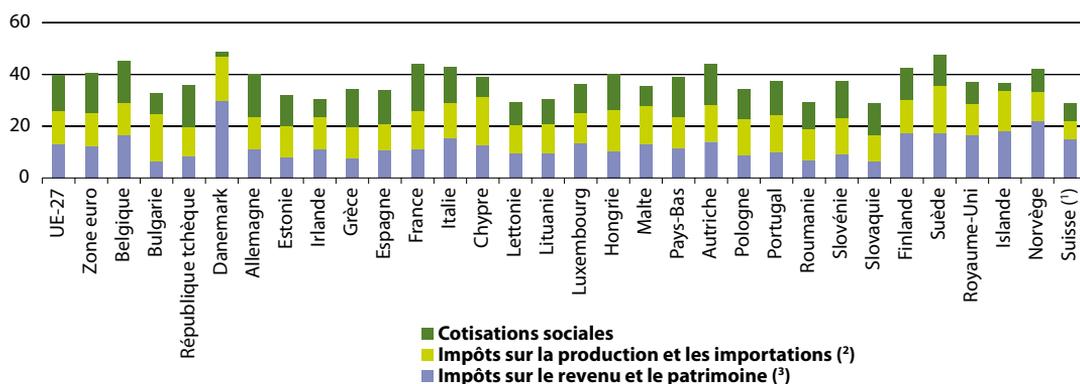
**Graphique 1.18:** Impôts et cotisations sociales dans l'UE-27  
(en % du PIB)



Source: Eurostat (tec00019, tec00020 et tec00018)



**Graphique 1.19:** Impôts et cotisations sociales, 2008  
(en % du PIB)



(1) 2007.

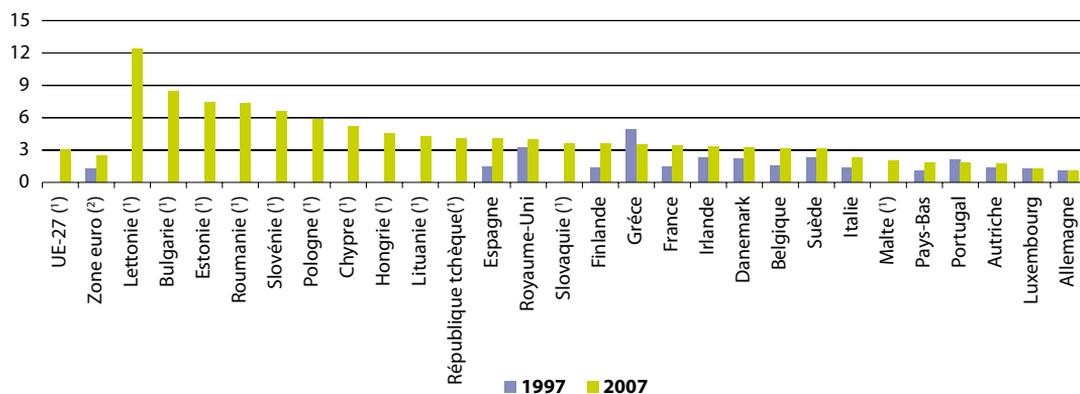
(2) Danemark, y compris impôts sur la production et les importations perçus pour le compte des institutions de l'UE.

(3) Suède, données provisoires.

Source: Eurostat (tec00019, tec00020 et tec00018)

**Graphique 1.20:** Marchés publics

(valeur des marchés publics passés selon la procédure ouverte, en % du PIB)

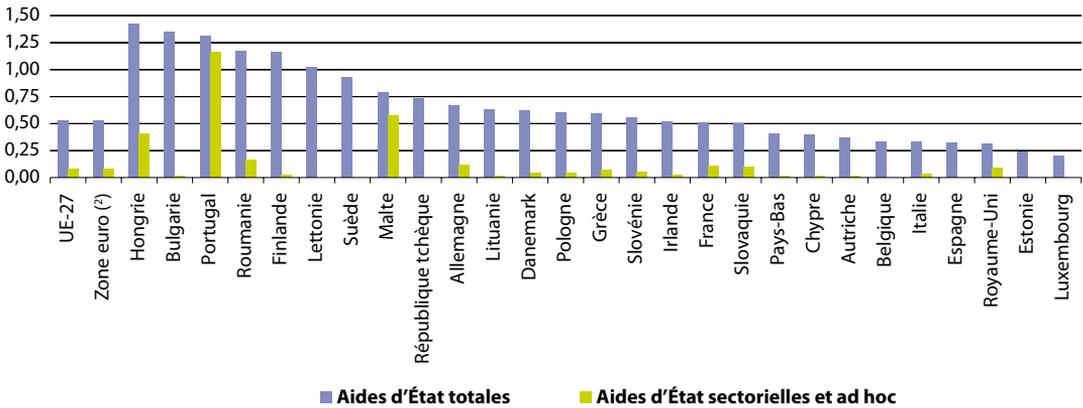


(1) 1997, non disponible.

(2) ZE-12 pour 1997; ZE-15 pour 2007.

Source: Eurostat (tsier090); services de la Commission.

**Graphique 1.21: Aides d'État, 2007 (¹)**  
(en % du PIB)



(¹) Les chiffres sont classés selon les aides d'État totales.  
(²) ZE-15 au lieu de ZE-16.

Source: Eurostat (tsier100); services de la Commission.

### 1.3. Les taux de change et les taux d'intérêt

#### Introduction

Près de 7 800 millions de billets et 40 400 millions de pièces ont été mis en circulation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, date à laquelle douze États membres, à savoir la Belgique, l'Allemagne, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et la Finlande, ont introduit les billets et les pièces en euros. La Slovénie a rejoint par la suite la zone euro au début de l'année 2007, puis Chypre et Malte le 1<sup>er</sup> janvier 2008, et la Slovaquie le 1<sup>er</sup> janvier 2009, portant à seize le nombre d'États membres utilisant l'euro.

Tous les États membres de l'UEM ont la possibilité d'adopter l'euro. L'adhésion à la zone euro repose sur une stabilité des taux de change pendant les deux années qui précèdent, à travers l'adhésion au mécanisme de taux de

change (MTC), mais également sur d'autres critères relatifs aux taux d'intérêt, au déficit public, au taux d'inflation et au ratio de la dette au PIB.

La monnaie commune a permis aux pays de la zone euro de supprimer les taux de change et de bénéficier par conséquent de coûts de transaction plus faibles. En outre, la taille du marché des pays de la zone euro favorisera vraisemblablement les investissements et les échanges. Les pays ayant intégré la zone euro ont accepté que la Banque centrale européenne soit responsable de la stabilité des prix à travers la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire. Depuis l'adoption de l'euro en 1999, la BCE est entièrement responsable de la politique monétaire de l'ensemble de la zone euro. Elle fixe notamment les taux d'intérêt



de référence et gère les réserves en devises étrangères de la zone euro. La BCE a défini la stabilité des prix comme une progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) proche de (mais inférieure à) 2% pour la zone euro à moyen terme (voir section 1.4 pour de plus amples détails sur les prix à la consommation). Les décisions de politique monétaire sont prises par le conseil des gouverneurs qui se réunit chaque mois pour analyser et évaluer la situation économique et les risques menaçant la stabilité des prix et déterminer le niveau approprié des taux d'intérêt.

### Définitions et disponibilité des données

Les **taux de change** désignent le prix ou la valeur de la devise d'un pays par rapport à une autre devise. Eurostat diffuse plusieurs séries de données relatives aux taux de change. Les trois principales sont les suivantes et contiennent des données concernant:

- les données sur les taux de change bilatéraux entre les monnaies, notamment certains facteurs de conversion spéciaux pour les pays ayant adopté l'euro;
- les données sur les fluctuations dans le cadre du mécanisme de taux de change (MTC et MTC II) de l'UE;
- les données sur les indices de taux de change effectifs.

Les **taux de change bilatéraux** sont disponibles par rapport à l'euro; avant 1999, les taux de change étaient exprimés par rapport à l'écu (l'unité monétaire européenne). L'écu a cessé d'exister au 1<sup>er</sup> janvier 1999, remplacé par l'euro au taux de 1:1. À partir de cette date, les monnaies de la zone euro sont devenues des sous-divisions de l'euro, avec des taux de conversion fixés de manière irrévocable. Les

**taux de change journaliers** sont disponibles depuis 1974 pour un grand nombre de monnaies. Ces valeurs journalières sont utilisées pour établir des moyennes mensuelles et annuelles. De même, les taux de fin de mois et de fin d'année sont également fournis pour le taux journalier du dernier jour ouvrable du mois ou de l'année.

Un **taux d'intérêt** se définit comme le coût ou prix d'un emprunt, ou le gain tiré d'un prêt. Il est habituellement exprimé en pourcentage annuel du montant emprunté. Les taux d'intérêt se distinguent soit par la période du prêt/de l'emprunt, soit par les parties impliquées dans la transaction (entreprises, consommateurs, administrations publiques ou opérations interbancaires).

Les **taux d'intérêt à long terme** figurent parmi les critères de convergence (ou critères de Maastricht) de l'Union économique et monétaire. Le respect de ce critère impose à un État membre de maintenir un taux d'intérêt nominal moyen à long terme ne dépassant pas de plus de 2 points de pourcentage celui des trois États membres les plus performants, au maximum. Les taux d'intérêt se basent sur les rendements des obligations d'État (ou de titres comparables), compte tenu des différences existant dans les définitions nationales, sur le marché secondaire, avant déduction des impôts, d'une durée résiduelle d'environ dix ans.

Eurostat publie plusieurs **taux d'intérêt à court terme**, avec des échéances différentes (au jour le jour, un à douze mois): les taux interbancaires à trois mois sont présentés dans cette publication. Les autres taux publiés sont les **taux des banques de détail**, qui sont les taux d'intérêt des prêts et dépôts des banques commerciales (non harmonisés et

séries historiques) et les taux d'intérêt IFM harmonisés (taux d'intérêt des institutions financières monétaires).

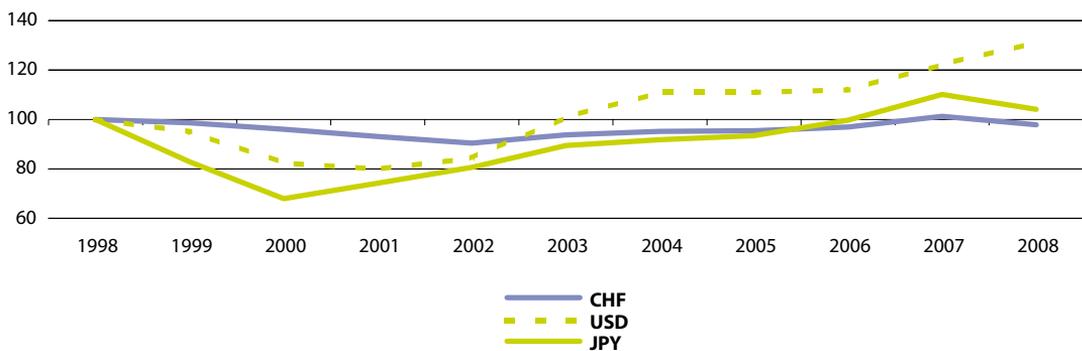
### Conclusions principales

Il est important de noter que presque tous les montants présentés dans cette publication ont été convertis en euros (EUR). Ainsi, lors des comparaisons entre pays, il est nécessaire de tenir compte de l'influence possible des fluctuations monétaires sur l'évolution de certaines séries en particulier. La valeur de l'euro par rapport au yen (JPY) s'est considérablement dépréciée en 1999 et en 2000 et par rapport au dollar en 2001. Toutefois, les années suivantes, l'euro s'est considérablement réapprécié, au point d'atteindre des niveaux records face au yen (1 EUR = 169,75 JPY) en juillet 2008, avant de revenir à un niveau de 1 EUR pour

113,65 JPY en janvier 2009, puis de repartir à la hausse. Par rapport au dollar, un sommet a également été atteint en juillet 2008 (1 EUR = 1,59 USD), suivi d'un retour à 1,246 USD pour 1 EUR en octobre 2008, puis d'une nouvelle hausse.

Les taux d'intérêt fixés par les banques centrales des principales monnaies mondiales ont été relativement stables de 2001 jusqu'au milieu de la décennie: au Japon, les taux d'emprunt officiels sont restés proches de zéro. Ces dernières années, les taux d'intérêt ont augmenté. Par exemple, les taux d'intérêt dans la zone euro sont passés de 2% au début de décembre 2005 à 4,0% en juin 2007, puis à 4,25% en juillet 2008. Les baisses de taux survenues entre octobre 2008 et mai 2009 ont ramené les taux d'intérêt de la zone euro à 1,0% en réponse à la crise économique et financière.

**Graphique 1.22:** Taux de change par rapport à l'euro (¹)  
(1998=100)



(¹) CHF: franc suisse; JPY: yen japonais; USD: dollar des États-Unis; une réduction de la valeur de l'indice indique une appréciation de la monnaie étrangère et une dépréciation de la valeur de l'euro.

Source: Eurostat ([tec00033](http://ec.europa.eu/eurostat)); Banque centrale européenne.



**Tableau 1.10:** Taux de change par rapport à l'euro <sup>(1)</sup>  
(1 EUR = ... monnaie nationale)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bulgarie	1,9522	1,9482	1,9492	1,9490	1,9533	1,9558	1,9558	1,9558	1,9558
République tchèque	35 599	34 068	30 804	31 846	31 891	29 782	28 342	27 766	24 946
Danemark	7,4538	7,4521	7,4305	7,4307	7,4399	7,4518	7,4591	7,4506	7,4560
Estonie	15 647	15 647	15 647	15 647	15 647	15 647	15 647	15 647	15 647
Lettonie	0,5592	0,5601	0,5810	0,6407	0,6652	0,6962	0,6962	0,7001	0,7027
Lituanie	3,6952	3,5823	3,4594	3,4527	3,4529	3,4528	3,4528	3,4528	3,4528
Hongrie	260,04	256,59	242,96	253,62	251,66	248,05	264,26	251,35	251,51
Pologne	4,0082	3,6721	3,8574	4,3996	4,5268	4,0230	3,8959	3,7837	3,5121
Roumanie	1,9922	2,6004	3,1270	3,7551	4,0510	3,6209	3,5258	3,3328	3,6776
Suède	8,4452	9,2551	9,1611	9,1242	9,1243	9,2822	9,2544	9,2501	9,6152
Royaume-Uni	0,65874	0,60948	0,62187	0,62883	0,69199	0,67866	0,68380	0,68173	0,68434
Croatie	7,6432	7,4820	7,4130	7,5688	7,4967	7,4008	7,3247	7,3376	7,2239
Turquie	0,5748	1,1024	1,4397	1,6949	1,7771	1,6771	1,8090	1,7865	1,9064
Islande	72 580	87 420	86 180	86 650	87 140	78 230	87 760	87 630	143 830
Norvège	8,1129	8,0484	7,5086	8,0033	8,3697	8,0092	8,0472	8,0165	8,2237
Suisse	1,5579	1,5105	1,4670	1,5212	1,5438	1,5483	1,5729	1,6427	1,5874
Japon	99 470	108 680	118 060	130 970	134 440	136 850	146 020	161 250	152 450
États-Unis	0,9236	0,8956	0,9456	1,1312	1,2439	1,2441	1,2556	1,3705	1,4708

(<sup>1</sup>) L'euro a remplacé l'écu au 1<sup>er</sup> janvier 1999; le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il a également remplacé les billets et les pièces de 12 monnaies nationales; le 1<sup>er</sup> janvier 2007, l'euro est entré en circulation en Slovaquie, le 1<sup>er</sup> janvier 2008 à Chypre et à Malte et le 1<sup>er</sup> janvier 2009 en Slovaquie.

Source: Eurostat ([tec00033](#) et [ert\\_bil\\_eur\\_a](#)); Banque centrale européenne.



**Tableau 1.11: Taux d'intérêt**  
(en %)

	Rendement des obligations — Critère de convergence de l'UEM (critère de Maastricht) (1)			Taux d'intérêt à court terme: taux interbancaires à trois mois (moyenne annuelle)		
	1999	2004	2008	1999	2004	2008
<b>UE-27</b>	:	:	4,55	:	2,86	4,96
<b>Zone euro</b>	4,66	4,12	4,30	2,96	2,11	4,63
Belgique	4,76	4,15	4,42	-	-	-
Bulgarie	:	5,36	5,38	5,88	3,74	7,14
République tchèque	:	4,82	4,63	6,85	2,36	4,04
Danemark	4,93	4,30	4,30	3,44	2,20	5,26
Allemagne	4,51	4,04	4,00	-	-	-
Estonie (2)	11,39	4,39	8,16	7,81	2,50	6,67
Irlande	4,72	4,08	4,53	-	-	-
Grèce	6,31	4,25	4,81	10,09	-	-
Espagne	4,74	4,10	4,37	-	-	-
France	4,62	4,10	4,24	-	-	-
Italie	4,74	4,26	4,69	-	-	-
Chypre	:	5,80	4,60	6,25	4,74	-
Lettonie	:	4,86	6,43	8,44	4,23	8,00
Lituanie	:	4,50	5,61	13,89	2,68	6,04
Luxembourg	4,68	4,18	4,61	-	-	-
Hongrie	:	8,19	8,24	15,07	11,53	8,79
Malte	:	4,69	4,81	5,15	2,94	-
Pays-Bas	4,65	4,09	4,23	-	-	-
Autriche	4,69	4,15	4,27	-	-	-
Pologne	:	6,90	6,07	14,73	6,20	6,36
Portugal	4,79	4,14	4,53	-	-	-
Roumanie	:	:	7,70	79,63	19,14	12,26
Slovénie	:	4,68	4,61	8,64	4,66	-
Slovaquie	:	5,03	4,72	15,67	4,68	4,15
Finlande	4,74	4,11	4,30	-	-	-
Suède	5,00	4,42	3,90	3,33	2,31	4,74
Royaume-Uni	5,02	4,93	4,51	5,55	4,64	5,51
Japon	-	-	-	0,22	0,05	0,92
États-Unis	-	-	-	5,41	1,62	2,91

(1) L'indicateur pour l'Estonie représente les taux d'intérêt pour les nouveaux crédits aux sociétés non financières et aux ménages d'une durée de plus de cinq ans et libellés en couronnes estoniennes (EEK); toutefois, la majeure partie des créances sous-jacentes est sujette à des taux d'intérêt variables. L'indicateur pour le Luxembourg repose sur un panier d'obligations à long terme d'une échéance résiduelle moyenne proche de dix ans; les obligations sont émises par un établissement de crédit privé.

(2) Rupture des séries pour la convergence de l'UEM, 2005.

Source: Eurostat ([tec00097](#) et [tec00035](#)); Banque centrale européenne; banques centrales nationales.



## 1.4. Les prix à la consommation et les niveaux de prix relatifs

### Introduction

L'évolution des prix à la consommation des biens et services est généralement désignée par l'expression «taux d'inflation». Cette évolution mesure la baisse du niveau de vie générée par l'inflation des prix et fait partie des statistiques économiques les mieux connues.

La stabilité des prix est l'objectif principal de la Banque centrale européenne pour qui le taux d'inflation sert d'indicateur essentiel à la gestion de la politique monétaire de la zone euro. La BCE a défini la stabilité des prix comme une progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé inférieure à (mais proche de) 2% pour la zone euro à moyen terme. Les IPCH sont des indicateurs économiques élaborés pour mesurer l'évolution dans le temps des prix des biens et services de consommation acquis par les ménages. Ces indices permettent d'établir des mesures comparatives de l'inflation dans la zone euro, l'Union européenne, l'Espace économique européen et chaque pays individuellement. Calculés selon une approche harmonisée et sur la base d'un ensemble de définitions unique, ils fournissent la mesure officielle de l'inflation des prix à la consommation dans la zone euro, laquelle est utilisée pour les besoins de la politique monétaire au sein de ladite zone et pour l'évaluation de la convergence de l'inflation, requise par les critères de Maastricht.

La comparaison des variations des prix entre les pays ne dépend pas uniquement des fluctuations du niveau des prix, mais également des taux de change. Ensemble, ces deux facteurs influent sur la compétitivité des prix et des coûts de chaque État membre. Avec l'in-

troduction de l'euro, on prête une plus grande transparence aux prix pratiqués dans les États membres partageant une monnaie commune, dans la mesure où les consommateurs peuvent comparer le prix des articles relativement aisément au-delà des frontières. Ces comparaisons, qui justifient d'un point de vue économique l'achat d'un bien ou service dans un autre pays, ont entraîné un renforcement des échanges transfrontaliers. D'un point de vue économique, le prix sur le marché unique d'un bien donné ne devrait pas présenter de différences significatives selon la zone géographique, hormis celles pouvant être expliquées par des coûts de transport ou une fiscalité différente. Néanmoins, le prix de tous les biens et services ne converge pas au même rythme. Par exemple, le rythme de convergence des prix du logement ne suit pas nécessairement celui des biens négociables. En effet, on observe au sein même de chaque pays des écarts de prix entre régions.

### Définitions et disponibilité des données

#### L'inflation

Les **indices des prix à la consommation harmonisés** sont présentés avec une année de référence commune (actuellement 2005 = 100). Habituellement, les indices sont utilisés pour refléter l'évolution des pourcentages de hausse/baisse des prix pour la période concernée. Bien que les taux de variation présentés dans la présente publication soient annuels, les indices de base sont calculés mensuellement et publiés par Eurostat à la même fréquence, soit environ 14 à 16 jours après la fin du

mois de référence, les séries débutant au milieu des années 90. Le **taux d'inflation** est calculé à partir des IPCH et correspond à l'IPCH tous postes.

Les IPCH couvrent pratiquement tous les biens et services susceptibles d'être acquis par les ménages sous forme de dépenses de consommation finale. Les logements occupés par leur propriétaire ne sont toutefois pas encore représentés dans les IPCH. Les biens et services sont classés d'après la nomenclature internationale des fonctions de consommation individuelle des ménages, appelée Coicop/IPCH. Au niveau le plus désagrégé, Eurostat publie une centaine de sous-indices qui peuvent être agrégés en catégories plus larges de biens et services. Afin d'améliorer la comparabilité et la fiabilité des IPCH, les procédures d'échantillonnage, de remplacement et d'ajustement de qualité sont réexaminées à intervalles réguliers. Elles ont ainsi été adaptées pour la dernière fois par le règlement (CE) n° 1334/2007 de la Commission du 14 novembre 2007. Par ailleurs, des normes minimales relatives au traitement des produits saisonniers (qui posent problème, puisqu'il est difficile d'observer des prix comparables pour ces produits sur une base mensuelle) ont récemment été définies par le règlement (CE) n° 330/2009 de la Commission du 22 avril 2009. Des informations détaillées concernant les exigences légales relatives aux IPCH sont disponibles sur le site internet d'Eurostat <sup>(6)</sup>.

Il existe trois indices IPCH agrégés clés: l'indice des prix à la consommation de l'Union monétaire (IPCUM) couvre les pays de la zone euro; Eurostat publie également l'indice des prix à la consommation européen (IPCE) couvrant l'ensemble des États membres, ainsi que l'indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen (IPCEEE), qui tient également compte de l'Islande et

de la Norvège. Il convient d'observer que ces agrégats reflètent l'évolution dans le temps des pays les composant au moyen d'une formule d'indice-chaîne. Par exemple, l'IPCUM n'intègre la Slovénie qu'à partir de 2007, Chypre et Malte à partir de 2008 et la Slovaquie à partir de 2009, tandis que l'IPCE ne prend en compte la Bulgarie et la Roumanie qu'à partir de 2007 seulement.

### Les niveaux de prix relatifs

Les **parités de pouvoir d'achat** évaluent les différences de niveau de prix entre les pays. Elles permettent de produire des indicateurs de niveau de volume ou de prix significatifs pour effectuer des comparaisons entre pays. Les PPA sont des rapports de prix agrégés calculés à partir des comparaisons de prix d'un grand nombre de produits et services. Les PPA sont utilisées:

- comme **convertisseurs de monnaies** pour générer des mesures de volume avec lesquelles on peut comparer les niveaux de performance économique;
- comme **indicateurs du niveau de prix** avec lesquels on peut comparer les niveaux de prix relatifs entre pays et suivre la convergence des prix.

Eurostat produit trois séries de données utilisant les PPA:

- les niveaux et indices de dépenses finales réelles sont des mesures de volume qui indiquent l'importance relative des agrégats comparés. Au niveau du PIB, ils sont utilisés pour comparer la taille relative des économies;
- les niveaux et indices de dépenses finales réelles par habitant sont des mesures de volume standardisées qui indiquent l'importance relative des agrégats comparés après ajustement

<sup>(6)</sup> Pour plus d'informations: <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/hicp/legislation>.



des différences de nombre d'habitants entre pays. Au niveau du PIB, ils sont souvent utilisés en tant qu'indicateurs du niveau de vie dans différents pays;

- les **niveaux de prix relatifs** sont les ratios PPA/taux de change; ces indices fournissent une comparaison des niveaux de prix de chaque pays par rapport à la moyenne de l'UE. Si l'indice de niveau de prix est supérieur à 100, le pays concerné est relativement cher par rapport à la moyenne de l'UE et vice versa. Au niveau du PIB, ils fournissent une mesure des différences de niveaux de prix généraux entre les pays.

Le **coefficient de variation des niveaux de prix comparatifs** sert d'indicateur de la convergence des prix entre les États membres de l'UE. Si ce coefficient de variation diminue ou augmente dans le temps pour l'UE, cela veut dire que les niveaux des prix nationaux dans les États membres convergent ou divergent.

#### *Les taux de change effectifs réels*

Les **taux de change effectifs réels** sont déflatés par les coûts salariaux unitaires nominaux. Cet indicateur relatif de prix et de coûts vise à évaluer la compétitivité d'un pays par rapport à ses principaux concurrents sur les marchés mondiaux. En effet, l'évolution de la compétitivité des coûts et des prix dépend à la fois des fluctuations du taux de change et des tendances de prix. Une double pondération des exportations est utilisée pour calculer l'indice, reflétant la lutte que se livrent les différents concurrents non seulement sur les marchés nationaux, mais également sur les marchés d'exportation. Une augmentation de l'indice signifie une perte de compétitivité.

## Conclusions principales

### *L'inflation*

Par rapport aux tendances historiques, les indices des prix à la consommation n'ont augmenté qu'à un rythme modéré au cours des deux dernières décennies. L'inflation dans l'UE a reculé pendant les années 90, atteignant 1,2% en 1999. Le rythme de la hausse des prix s'est ensuite stabilisé à environ 2% par an entre 2000 et 2007. En 2008, un taux d'inflation annuel moyen de 3,7% a été enregistré pour l'Union européenne. Les taux d'inflation annuels les plus élevés dans les États membres ont été enregistrés en Lettonie, en Bulgarie, en Lituanie et en Estonie, où, dans tous ces cas, l'inflation a dépassé 10% en 2008. L'inflation la plus faible a été enregistrée aux Pays-Bas, au Portugal et en Allemagne, avec moins de 3% dans ces trois pays.

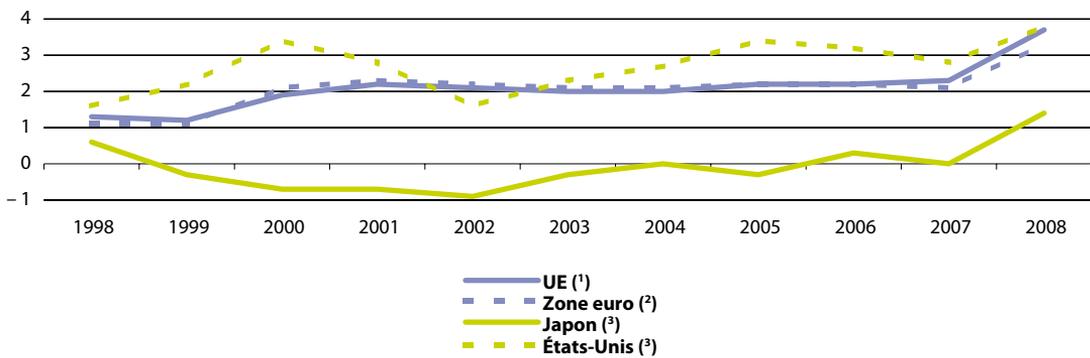
La progression sensible de l'inflation des prix enregistrée en 2008 dans l'Union européenne s'explique en grande partie par la forte augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation entre l'automne 2007 et l'automne 2008. En effet, les prix à la consommation pour l'alimentation ont enregistré des taux d'inflation historiquement élevés en 2008, avec une augmentation moyenne annuelle de 6,4% dans l'Union. Cette augmentation est tout particulièrement imputable à la forte hausse des produits laitiers, des huiles et des graisses. Une baisse significative de ces taux a été enregistrée durant le second semestre de 2008, laquelle s'est poursuivie en 2009. Les taux d'inflation annuels sont même devenus négatifs en juin 2009.

### Les niveaux de prix relatifs

Les niveaux de prix relatifs de la consommation des ménages varient sensiblement entre les États membres. Avec une moyenne de l'UE-27 définie à 100, les niveaux de prix relatifs des États membres en 2008 variaient de 51 en Bulgarie à 141 au Danemark. Au cours de la décennie 1998-2008, plusieurs pays ont enregistré des changements substantiels dans leurs niveaux de prix relatifs, notamment la Bulgarie, la

République tchèque, l'Estonie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Suède. Durant cette même période (1998-2008), les niveaux de prix ont globalement convergé dans l'UE-27: le coefficient de variation des niveaux de prix relatifs a baissé, passant de 35 % en 1998 à 24 % en 2008. Le rythme de convergence des prix au sein de la zone euro a été plus lent, mais le degré de convergence était déjà plus élevé (coefficient de variation plus bas).

**Graphique 1.23:** IPCH tous postes, taux annuel moyen d'inflation (en %)



(¹) Les données font référence à l'agrégat officiel de l'UE. La zone de couverture varie en fonction de l'adhésion de nouveaux États membres et de leur intégration à l'aide d'une formule d'indice-chaîne; 1996, non disponible; 1997-1999, estimations.

(²) Les données font référence à l'agrégat officiel de la zone euro. La zone de couverture varie en fonction de l'adhésion de nouveaux États membres et de leur intégration à l'aide d'une formule d'indice-chaîne; 1996, non disponible; 1997, estimation.

(³) IPC national: pas strictement comparable à l'IPCH.

Source: Eurostat (tsieb060)



**Tableau 1.12: IPCH tous postes, taux annuel moyen d'inflation**  
(en %)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE <sup>(1)</sup></b>	1,3	1,2	1,9	2,2	2,1	2,0	2,0	2,2	2,2	2,3	3,7
<b>Zone euro <sup>(2)</sup></b>	1,1	1,1	2,1	2,3	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,1	3,3
Belgique	0,9	1,1	2,7	2,4	1,6	1,5	1,9	2,5	2,3	1,8	4,5
Bulgarie	18,7	2,6	10,3	7,4	5,8	2,3	6,1	6,0	7,4	7,6	12,0
République tchèque	9,7	1,8	3,9	4,5	1,4	-0,1	2,6	1,6	2,1	3,0	6,3
Danemark	1,3	2,1	2,7	2,3	2,4	2,0	0,9	1,7	1,9	1,7	3,6
Allemagne	0,6	0,6	1,4	1,9	1,4	1,0	1,8	1,9	1,8	2,3	2,8
Estonie	8,8	3,1	3,9	5,6	3,6	1,4	3,0	4,1	4,4	6,7	10,6
Irlande	2,1	2,5	5,3	4,0	4,7	4,0	2,3	2,2	2,7	2,9	3,1
Grèce	4,5	2,1	2,9	3,7	3,9	3,4	3,0	3,5	3,3	3,0	4,2
Espagne	1,8	2,2	3,5	2,8	3,6	3,1	3,1	3,4	3,6	2,8	4,1
France	0,7	0,6	1,8	1,8	1,9	2,2	2,3	1,9	1,9	1,6	3,2
Italie	2,0	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2	2,2	2,0	3,5
Chypre	2,3	1,1	4,9	2,0	2,8	4,0	1,9	2,0	2,2	2,2	4,4
Lettonie	4,3	2,1	2,6	2,5	2,0	2,9	6,2	6,9	6,6	10,1	15,3
Lituanie	5,4	1,5	1,1	1,6	0,3	-1,1	1,2	2,7	3,8	5,8	11,1
Luxembourg	1,0	1,0	3,8	2,4	2,1	2,5	3,2	3,8	3,0	2,7	4,1
Hongrie	14,2	10,0	10,0	9,1	5,2	4,7	6,8	3,5	4,0	7,9	6,0
Malte	3,7	2,3	3,0	2,5	2,6	1,9	2,7	2,5	2,6	0,7	4,7
Pays-Bas	1,8	2,0	2,3	5,1	3,9	2,2	1,4	1,5	1,7	1,6	2,2
Autriche	0,8	0,5	2,0	2,3	1,7	1,3	2,0	2,1	1,7	2,2	3,2
Pologne	11,8	7,2	10,1	5,3	1,9	0,7	3,6	2,2	1,3	2,6	4,2
Portugal	2,2	2,2	2,8	4,4	3,7	3,3	2,5	2,1	3,0	2,4	2,7
Roumanie	59,1	45,8	45,7	34,5	22,5	15,3	11,9	9,1	6,6	4,9	7,9
Slovénie	7,9	6,1	8,9	8,6	7,5	5,7	3,7	2,5	2,5	3,8	5,5
Slovaquie	6,7	10,4	12,2	7,2	3,5	8,4	7,5	2,8	4,3	1,9	3,9
Finlande	1,3	1,3	2,9	2,7	2,0	1,3	0,1	0,8	1,3	1,6	3,9
Suède	1,0	0,5	1,3	2,7	1,9	2,3	1,0	0,8	1,5	1,7	3,3
Royaume-Uni	1,6	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	2,1	2,3	2,3	3,6
Turquie	82,1	61,4	53,2	56,8	47,0	25,3	10,1	8,1	9,3	8,8	10,4
Islande	1,3	2,1	4,4	6,6	5,3	1,4	2,3	1,4	4,6	3,6	12,8
Norvège	2,0	2,1	3,0	2,7	0,8	2,0	0,6	1,5	2,5	0,7	3,4
Suisse	:	:	:	:	:	:	:	:	1,0	0,8	2,3
Japon <sup>(3)</sup>	0,6	-0,3	-0,7	-0,7	-0,9	-0,3	0,0	-0,3	0,3	0,0	1,4
États-Unis <sup>(3)</sup>	1,6	2,2	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2	2,8	3,8

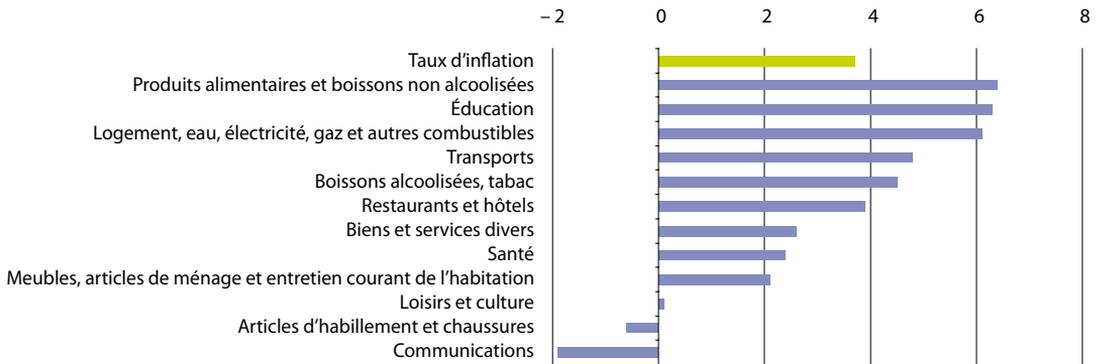
(1) Les données font référence à l'agrégat officiel de l'UE. La zone de couverture varie en fonction de l'adhésion de nouveaux États membres et de leur intégration à l'aide d'une formule d'indice-chaîne.

(2) Les données font référence à l'agrégat officiel de la zone euro. La zone de couverture varie en fonction de l'adhésion de nouveaux États membres et de leur intégration à l'aide d'une formule d'indice-chaîne.

(3) IPC national: pas strictement comparable à l'IPCH.

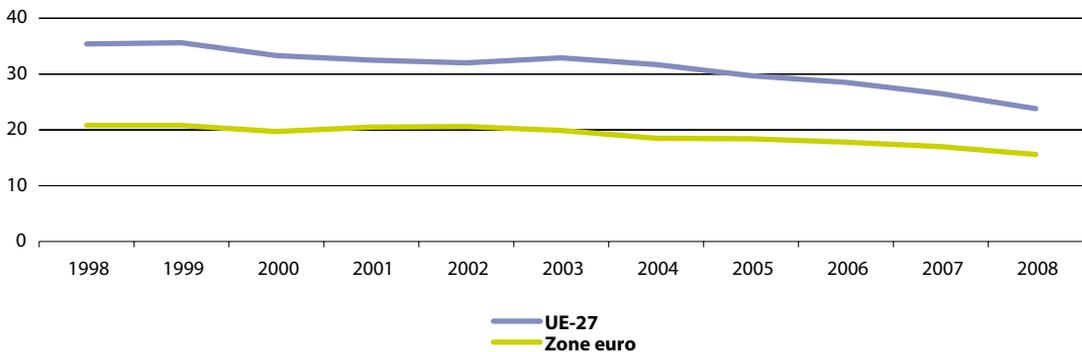
Source: Eurostat (tsieb060)

**Graphique 1.24:** Rubriques principales de l'IPCH, taux annuel moyen d'inflation dans l'UE-27, 2008 (en %)



Source: Eurostat ([prc\\_hicp\\_aind](#))

**Graphique 1.25:** Convergence des prix entre les États membres de l'UE (en %, coefficient de variation des niveaux de prix relatifs de la consommation finale des ménages, y compris les impôts indirects)



Source: Eurostat ([tsier020](#))



**Tableau 1.13:** Niveaux des prix relatifs  
(dépenses de consommation finale des ménages, y compris les impôts indirects, UE-27 = 100)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE-27</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<b>Zone euro</b>	102	102	100	101	101	103	103	102	102	102	104
Belgique	108	107	102	103	102	107	107	106	107	106	111
Bulgarie	38	38	39	41	41	41	42	43	45	47	51
République tchèque	47	46	48	50	57	55	55	58	61	62	72
Danemark	129	131	130	135	134	141	140	140	138	138	141
Allemagne	109	107	107	107	107	106	105	103	103	103	104
Estonie	54	57	57	61	61	62	63	65	67	72	77
Irlande	108	112	115	119	125	126	126	123	124	125	127
Grèce	86	88	85	82	80	86	88	88	89	89	94
Espagne	86	86	85	85	85	88	91	91	92	92	96
France	111	109	106	104	104	110	110	108	109	108	111
Italie	98	98	98	100	103	104	105	105	104	104	105
Chypre	87	87	88	89	89	91	91	90	91	89	90
Lettonie	49	52	59	59	57	54	56	57	61	66	75
Lituanie	46	47	53	54	54	52	54	55	57	60	67
Luxembourg	104	103	101	104	102	103	103	112	112	112	116
Hongrie	46	47	49	53	57	58	62	63	60	66	70
Malte	69	71	73	75	75	72	73	73	75	73	78
Pays-Bas	102	103	100	103	103	108	106	105	104	103	103
Autriche	105	105	102	105	103	103	103	103	102	101	105
Pologne	54	52	58	65	61	54	53	61	62	64	69
Portugal	84	83	83	84	86	86	87	85	85	85	87
Roumanie	43	38	43	42	43	43	43	54	57	62	62
Slovénie	74	74	73	74	74	76	76	76	77	78	83
Slovaquie	42	41	44	43	45	51	55	55	57	64	70
Finlande	123	122	121	125	124	127	124	124	123	123	125
Suède	127	126	128	120	122	124	121	119	119	117	114
Royaume-Uni	112	116	120	117	117	108	109	110	110	110	99
Croatie	:	:	:	:	:	65	67	69	70	70	75
ARY de Macédoine	:	:	:	:	:	44	44	43	43	43	47
Turquie	55	56	63	48	52	57	59	67	66	72	73
Islande	125	127	144	128	135	139	138	153	144	148	117
Norvège	131	134	138	142	151	142	135	141	140	139	139
Suisse	136	140	143	146	147	144	141	138	134	126	130
Japon	147	173	198	178	156	137	130	120	110	97	101
États-Unis	101	106	121	126	120	101	93	93	92	85	80

Source: Eurostat (tsier010)

## 1.5. Le compte des transactions courantes et le compte financier

### Introduction

L'Union européenne est un acteur majeur de l'économie mondiale dans le domaine des échanges internationaux de biens et services, ainsi qu'en matière d'investissements étrangers. Les statistiques relatives à la balance des paiements présentent un aperçu complet de l'ensemble des opérations extérieures de l'Union et de ses États membres. Elles peuvent servir d'outil pour étudier l'exposition internationale des différentes parties de l'économie de l'Union européenne, en indiquant ses avantages et ses désavantages comparatifs par rapport au reste du monde. Des informations complémentaires sur la balance des paiements sont présentées à la section suivante, qui traite des investissements directs, ainsi qu'à la section 9.2, qui concerne les échanges de services.

### Définitions et disponibilité des données

La balance des paiements est un relevé statistique qui enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Les opérations sont classées en deux comptes différents: d'une part, le compte des transactions courantes (marchandises, services, comptes de produits et comptes courants) et, d'autre part, le compte de capital et le compte financier, dont la somme, en principe, doit être égale à zéro, car chaque opération de crédit a pour contrepartie une opération de débit. Ainsi, la balance courante détermine l'exposition d'une économie au reste du monde, tandis que le compte de capital et le compte financier expliquent son mode de financement.

### Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes de la balance des paiements fournit des informations concernant les échanges internationaux de marchandises (qui représentent généralement la catégorie la plus importante), mais aussi les transactions internationales en matière de services, le revenu et les transferts courants. Pour toutes ces transactions, la balance des paiements enregistre la valeur des crédits (exports) et des débits (imports). Une balance négative — déficit des comptes courants — indique qu'un pays dépense davantage à l'étranger qu'il ne gagne sur les transactions avec d'autres économies, ce qui le place en position de débiteur à l'égard du reste du monde.

Le **compte des transactions courantes** mesure la position économique d'un pays dans le monde. Il couvre toutes les transactions réalisées entre entités résidentes et non résidentes, et concerne les échanges de marchandises et de services, le revenu et les transferts courants. Plus précisément, les quatre composantes principales du compte des transactions courantes sont définies comme suit:

- les **échanges de marchandises** couvrent les fournitures de tout genre, les biens de transformation, les réparations de biens, les biens livrés dans les ports par les transporteurs et l'or non monétaire. Les exportations et les importations de marchandises sont enregistrées sur une base fob/fob, c'est-à-dire à la valeur du marché aux frontières douanières des économies exportatrices, y compris les frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière du pays exportateur;



- les **échanges de services** couvrent les postes suivants: les services de transport fournis par des résidents de l'UE à des non-résidents de l'UE ou vice versa, impliquant le transport de passagers, le mouvement de marchandises, la location de moyens de transport avec équipement et services auxiliaires et de soutien connexes; les voyages, qui incluent principalement les biens et services que les voyageurs de l'UE achètent à des non-résidents de l'UE ou vice versa; les autres services, qui comprennent les services de communication, les assurances, les services financiers, les services informatiques et d'information, les redevances et les droits de licence, les autres services aux entreprises (qui comprennent le négoce et les autres services liés au commerce, la location-exploitation et les services aux entreprises, spécialisés et techniques divers), les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus ailleurs;
- le **compte de produits** couvre deux types de transactions: les salaires payés à des travailleurs non résidents ou reçus d'employeurs non résidents; les revenus d'investissement accumulés échus au titre d'actifs et de passifs financiers extérieurs;
- les **transferts courants** incluent les transferts courants de l'État, par exemple les transferts relatifs à la coopération internationale entre États, les paiements des impôts courants sur le revenu et la fortune, etc., et les autres transferts courants, par exemple les transferts des travailleurs en faveur de leur famille vivant à l'étranger, les primes d'assurance (moins les frais de gestion) et les créances sur les compagnies d'assurances de dommages.

Dans le cadre des conventions relatives à la balance des paiements, les transactions qui représentent un afflux de ressources réelles, une augmentation de l'actif ou une diminution du passif (comme les exportations de biens) sont enregistrées au crédit. Les transactions représentant une perte de ressources réelles, une diminution de l'actif ou une augmentation du passif (comme les importations de biens) sont enregistrées au débit. Le net représente la balance (crédits moins débits) de toutes les transactions avec chaque partenaire.

### *Le compte financier*

Le compte financier de la balance des paiements couvre l'ensemble des transactions associées à des changements de propriété au niveau des actifs et des passifs financiers d'une économie. Le compte financier se subdivise en cinq composants de base: investissements directs, investissements de portefeuille, produits financiers dérivés, autres investissements et avoirs de réserve officiels.

Les **investissements directs** signifient qu'un investisseur établi dans une économie particulière possède un intérêt durable et un certain niveau d'influence dans la gestion d'une entreprise commerciale établie dans une autre économie. Les investissements directs sont généralement classés selon leur direction: investissements directs des résidents à l'étranger et investissements directs des non-résidents dans l'économie déclarante. On distingue trois composantes majeures dans cette classification: le capital social, les bénéfices réinvestis et les autres transactions. Ils sont examinés dans le détail à la section 1.6.

Les **investissements de portefeuille** enregistrent les opérations relatives à des titres négociables, à l'exception des opérations relevant de la définition des investissements directs ou des avoirs de réserve. Plusieurs éléments sont identifiés: les

titres de capital, les obligations diverses, les instruments du marché monétaire.

Les **produits financiers dérivés** sont des instruments financiers qui sont rattachés à un instrument financier, à un indice ou à une marchandise spécifique et valorisés sur la base de ces éléments et par le biais desquels des risques financiers spécifiques peuvent être négociés, en tant que tels, sur les marchés financiers. Les transactions sur les produits financiers dérivés sont traitées comme des transactions séparées et non comme faisant partie intégrante de la valeur des transactions sous-jacentes auxquelles elles peuvent être liées.

Les **avoirs de réserve** sont des actifs financiers étrangers à la disposition des autorités monétaires et contrôlés par celles-ci. Ils sont utilisés pour financer et réguler les déséquilibres de paiement ou à d'autres fins.

Les **autres investissements** constituent une catégorie résiduelle qui n'est pas enregistrée sous les autres rubriques du compte financier (investissements directs, investissements de portefeuille, produits financiers dérivés ou avoirs de réserve). Cette catégorie englobe également les écritures de contrepartie pour les intérêts courus sur les instruments classés dans la catégorie «autres investissements». Quatre types d'instruments sont identifiés: le numéraire et les dépôts (en général, l'élément le plus important), les crédits commerciaux, les prêts, et les actifs et les passifs divers.

## Conclusions principales

En 2008, le déficit du compte des transactions courantes de l'UE-27 s'élevait à 255 milliards d'euros (soit 2 % du PIB), alors que le déficit 2007 s'établissait aux environs de 1,1 % du PIB. Le déficit 2008 a confirmé le revirement par rapport aux excédents

relativement modestes enregistrés pour la période 2002-2004. Le déficit global de 2008 comprenait un déficit des comptes de transactions courantes de marchandises (-1,6 % du PIB), des transferts courants (-0,5 % du PIB) et du compte de produits (-0,5 %), ainsi qu'une balance positive du compte des échanges de services (0,6 %).

Au total, vingt États membres ont enregistré des déficits au niveau du compte des transactions courantes en 2008. Le plus important d'entre eux (par rapport au PIB) a été relevé en Bulgarie (-25,3 %). La Suède (7,9 %) et les Pays-Bas (7,3 %) ont enregistré les excédents les plus élevés au niveau du compte des transactions courantes. L'Irlande, l'Allemagne, la Slovaquie et l'Italie ont été les seuls États membres à enregistrer un déficit pour les services en 2008, tandis que dix-neuf États membres ont affiché un déficit pour les marchandises et vingt États membres un déficit pour le compte de produits.

Une valeur positive pour le compte financier indique que les flux d'investissements entrants (IDE et passifs d'investissement) sont supérieurs aux flux d'investissements sortants (IDE sortants et actifs d'investissement). Tel a été le cas dans la zone euro en 2008, où le compte financier était égal à 3,3 % du PIB. Le compte financier est constitué de trois types d'investissements (IDE, portefeuille et autres), ainsi que des produits financiers dérivés et des avoirs de réserve officiels.

L'UE-27 a été un investisseur direct net par rapport au reste du monde en 2008. Les flux entrants d'IDE ont représenté 1,4 % du PIB, tandis que les flux sortants d'IDE se sont élevés à 2,8 % du PIB. Ceux-ci constituent par conséquent la principale forme d'investissements sortants de l'UE-27 en 2008. Le Luxembourg et la Hongrie ont enregistré les niveaux les plus élevés d'IDE entrants et



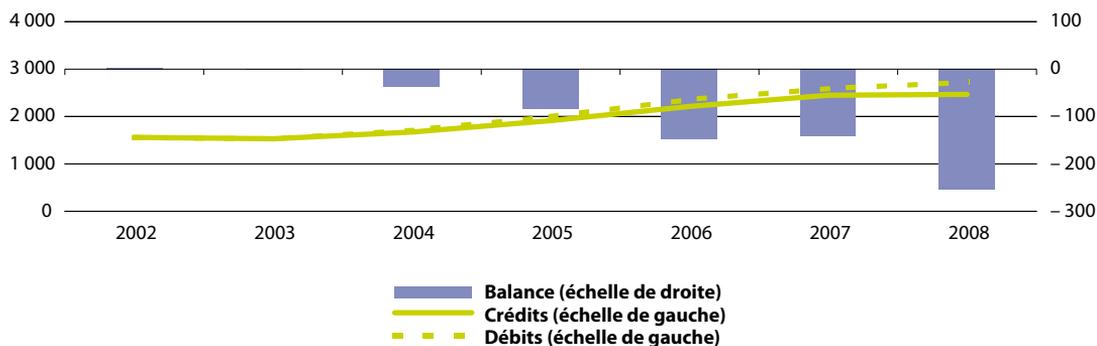
sortants (exprimés en pourcentage du PIB) avec le reste du monde, tandis que l'Irlande a relevé le désinvestissement en IDE le plus important.

L'UE-27 a enregistré des désinvestissements pour les actifs d'investissements de portefeuille équivalents à 1,8 % du PIB en 2008. Les passifs d'investissements de portefeuille de l'UE-27 ont été valorisés à 5,5 % du PIB, soit quatre fois le niveau des IDE entrants et près de huit fois le niveau des autres passifs d'investissements. Plus de la moitié des États membres ont relevé un désinvestissement pour les actifs de portefeuille, avec des flux relativement élevés au Royaume-Uni (8,6 % du PIB), lequel n'est devancé que par le Luxembourg (siège d'une intense activité de gestion de fonds). Le désinvestissement en passifs de portefeuille a également été relativement

courant, puisque des flux négatifs ont été rapportés pour onze États membres en 2008, l'Irlande enregistrant le niveau le plus élevé (en pourcentage du PIB) — exception faite du cas particulier que représente le Luxembourg.

Les investissements dans d'autres actifs (le numéraire et les dépôts, par exemple) ont atteint 1,9 % du PIB de l'UE-27 en 2008, les pourcentages les plus importants ayant été enregistrés en Irlande, à Chypre, au Luxembourg et à Malte. Sept États membres ont relevé un désinvestissement sortant pour d'autres actifs, plus particulièrement le Royaume-Uni et la Belgique. Les investissements entrants relatifs à d'autres passifs ont été importants à Chypre, au Luxembourg et en Irlande, et négatifs (désinvestissement) dans plusieurs États membres, notamment le Royaume-Uni et la Belgique.

**Graphique 1.26:** Transactions courantes de l'UE-27 <sup>(1)</sup>  
(en Mrd EUR)



(1) UE-25: pour 2002-2003.

Source: Eurostat ([bop\\_q\\_eu](#))



**Tableau 1.14:** Balance courante des États membres de l'UE avec le reste du monde  
(en Mrd EUR)

	2004	2005	2006	2007	2008
<b>UE-27 (¹)</b>	-37,2	-83,8	-148,5	-140,4	-255,0
<b>Zone euro (²)</b>	60,6	9,2	-10,5	11,1	-101,0
Belgique	19,1	7,9	6,3	5,7	-8,1
Bulgarie	-1,3	-2,7	-4,7	-7,3	-8,6
République tchèque	-4,7	-1,3	-2,9	-4,0	-4,6
Danemark	5,9	9,0	6,3	1,6	4,6
Allemagne	102,9	114,7	150,9	191,3	164,9
Estonie	-1,1	-1,1	-2,2	-2,8	-1,4
Irlande	-0,9	-5,7	-6,3	-10,1	-9,4
Grèce	-10,7	-14,7	-23,7	-32,4	-35,0
Espagne	-44,2	-66,9	-88,3	-105,4	-104,4
France	10,0	-10,9	-10,2	-19,6	-38,7
Italie	-13,0	-23,6	-38,5	-37,4	-53,6
Chypre	-0,6	-0,8	-1,0	-1,8	-3,1
Lettonie	-1,4	-1,6	-3,6	-4,8	-2,9
Lituanie	-1,4	-1,5	-2,6	-4,1	-3,7
Luxembourg	3,3	3,3	3,5	3,6	2,0
Hongrie	-7,1	-6,7	-6,9	-6,5	-9,2
Malte	-0,3	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4
Pays-Bas	36,9	37,3	50,4	43,5	43,3
Autriche	4,8	4,9	7,1	8,4	9,8
Pologne	-8,2	-3,0	-7,4	-14,6	-19,7
Portugal	-10,9	-14,1	-15,6	-15,4	-20,2
Roumanie	-5,1	-6,9	-10,2	-16,7	-16,7
Slovénie	-0,7	-0,5	-0,8	-1,5	-2,1
Slovaquie	-1,2	-3,2	-3,6	-3,1	-4,3
Finlande	10,0	5,7	7,6	7,5	4,4
Suède	21,1	20,4	26,4	28,6	25,8
Royaume-Uni	-36,9	-48,0	-64,4	-55,3	-31,2
Croatie	-1,5	-2,0	-2,7	-3,2	-4,4
Turquie	-11,5	-17,8	-25,6	-27,8	-27,8
Islande	-1,1	-2,1	-3,4	-2,3	:
Norvège	28,3	39,7	46,2	45,3	60,2
Japon	138,5	133,3	136,0	154,0	105,1
États-Unis	-502,6	-588,5	-627,3	-534,7	-456,1

(¹) UE par rapport à hors UE.

(²) Zone euro par rapport à hors zone euro.

Source: Eurostat (bop\_q\_eu, bop\_q\_euro et bop\_q\_c)



**Tableau 1.15:** Compte des transactions courantes, balance par composantes, 2008 <sup>(1)</sup>  
(en % du PIB)

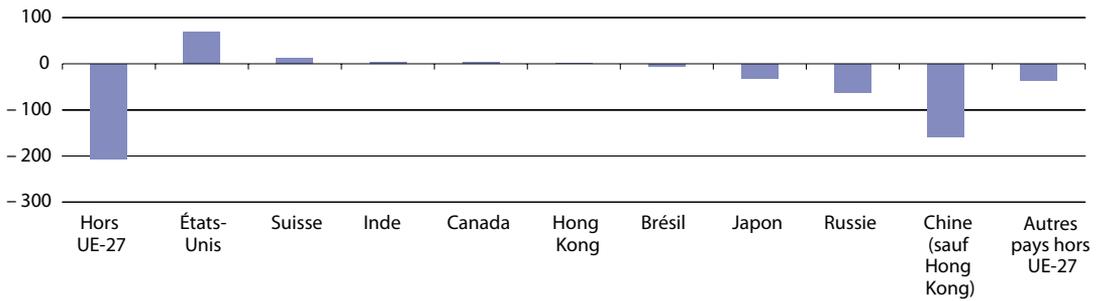
	Compte des transactions courantes	Biens	Services	Revenus	Transferts courants
<b>UE-27</b>	-2,0	-1,6	0,6	-0,5	-0,5
<b>Zone euro</b>	-1,1	-0,1	0,5	-0,4	-1,0
Belgique	-2,3	-3,2	1,2	1,1	-1,6
Bulgarie	-25,3	-25,7	2,4	-3,5	1,5
République tchèque	-3,1	2,8	2,2	-7,8	-0,3
Danemark	2,0	-0,5	2,9	1,4	-1,8
Allemagne	6,6	7,2	-1,0	1,8	-1,3
Estonie	-9,1	-11,9	7,6	-6,6	1,8
Irlande	-5,1	12,8	-2,9	-14,4	-0,6
Grèce	-14,4	-18,1	7,1	-4,5	1,1
Espagne	-9,5	-8,0	2,4	-3,1	-0,8
France	-2,0	-3,1	0,7	1,6	-1,2
Italie	-3,4	0,0	-0,5	-1,9	-1,0
Chypre	-18,3	-34,7	23,3	-6,5	-0,4
Lettonie	-12,7	-17,0	4,0	-1,9	2,2
Lituanie	-11,6	-11,6	1,1	-3,3	2,3
Luxembourg	5,5	-11,7	52,8	-30,1	-5,5
Hongrie	-8,7	0,1	0,9	-8,4	-1,2
Malte	-6,2	-20,9	17,2	-3,0	0,6
Pays-Bas	7,3	6,4	1,5	0,8	-1,5
Autriche	3,5	-0,1	4,8	-0,8	-0,4
Pologne	-5,4	-4,6	1,0	-3,3	1,5
Portugal	-12,1	-12,9	3,9	-4,7	1,5
Roumanie	-12,2	-13,4	0,6	-3,8	4,4
Slovénie	-5,5	-7,1	4,8	-2,8	-0,5
Slovaquie	-6,6	-1,1	-0,7	-3,4	-1,3
Finlande	2,4	3,2	0,9	-0,9	-0,8
Suède	7,9	3,8	3,7	1,7	-1,3
Royaume-Uni	-1,7	-6,4	3,1	2,5	-1,0
Croatie	-9,4	-22,9	14,7	-3,3	2,2
Turquie	-5,6	-7,2	2,4	-1,1	0,3
Norvège	19,4	19,2	0,2	0,8	-0,8
Japon	-13,7	-16,7	2,8	2,6	-2,5
États-Unis	1,1	0,3	-0,1	1,1	-0,1

(1) UE-27, flux hors UE-27; zone euro, flux hors ZE-16; États membres et autres pays, flux avec le reste du monde.

Source: Eurostat ([bop\\_q\\_eu](#), [bop\\_q\\_euro](#), [bop\\_q\\_c](#) et [tec00001](#))



**Graphique 1.27:** Balance courante avec certains partenaires sélectionnés, UE-27, 2007  
(en Mrd EUR)



Source: Eurostat ([bop\\_q\\_eu](#))



**Tableau 1.16:** Éléments sélectionnés du compte financier, 2008 <sup>(1)</sup>  
(en % du PIB)

	Compte financier	Investissements directs à l'étranger	Investissements directs dans l'économie nationale	Investissements de portefeuille, avoirs	Investissements de portefeuille, engagements	Autres investissements, avoirs	Autres investissements, engagements
<b>UE-27</b>	:	-2,8	1,4	1,8	5,5	-1,9	0,7
<b>Zone euro</b>	3,3	-3,8	1,1	0,2	4,5	-0,1	1,8
Belgique	3,1	-14,7	12,5	0,4	9,4	20,3	-25,6
Bulgarie	30,7	-1,4	18,1	-0,5	-0,9	0,8	16,7
République tchèque	3,0	-0,9	5,0	-0,1	-0,1	-2,3	2,9
Danemark	-2,2	-8,0	3,2	-2,3	4,5	-5,9	7,9
Allemagne	-8,1	-4,3	0,7	1,1	0,6	-5,4	0,2
Estonie	8,3	-4,4	8,8	4,0	-1,4	-2,3	6,4
Irlande	8,6	-5,0	-7,4	-16,1	-5,1	-36,3	81,1
Grèce	12,4	-0,7	1,4	0,3	6,7	-11,5	16,4
Espagne	8,7	-5,0	4,4	2,0	-1,7	-1,3	11,2
France	:	-7,6	4,0	-3,2	8,9	2,6	0,4
Italie	3,2	-2,0	0,6	5,1	2,8	-1,7	-1,8
Chypre	18,1	-5,9	8,7	-70,8	-4,2	-59,6	149,5
Lettonie	13,1	-0,6	4,0	0,4	0,3	-1,4	8,8
Lituanie	10,3	-0,7	3,8	0,0	-0,2	-1,9	6,9
Luxembourg	-5,1	-193,9	150,0	328,7	-280,8	-76,3	108,3
Hongrie	9,5	-28,4	31,1	-2,4	0,1	-1,6	18,0
Malte	5,3	-3,3	10,9	3,5	3,0	-76,5	71,8
Pays-Bas	-2,5	-5,6	-1,2	0,1	12,7	5,8	-12,7
Autriche	-4,2	-7,0	3,4	3,4	5,8	-13,5	3,8
Pologne	8,4	-0,7	3,1	0,4	-1,0	1,2	4,7
Portugal	10,9	-0,9	1,5	:	15,8	7,1	-5,2
Roumanie	12,9	0,1	6,3	-0,4	-0,3	-0,8	8,0
Slovénie	6,2	-2,6	3,3	-0,1	1,7	-2,1	5,9
Slovaquie	7,9	-0,3	3,7	0,7	1,8	-0,8	2,8
Finlande	3,7	-0,6	-1,6	0,6	1,7	-3,3	6,3
Suède	2,3	-7,8	9,2	-5,2	-2,4	-0,4	8,4
Royaume-Uni	1,2	-5,1	3,7	8,6	16,7	37,4	-61,3
Croatie	12,6	-0,3	7,0	-0,6	-0,7	-3,4	9,8
Turquie	4,7	-0,3	2,5	-0,2	-0,6	-1,0	4,1
Norvège	-21,5	-6,1	-0,2	-29,3	4,4	8,0	3,1
Japon	-4,2	-2,8	0,5	-4,0	-2,5	3,3	1,3
États-Unis	3,7	-2,2	2,3	1,2	4,0	0,7	-2,2

(<sup>1</sup>) UE-27, flux hors UE-27; zone euro, flux hors ZE-16; États membres et autres pays, flux avec le reste du monde. Il convient de noter qu'en vertu de la convention de signe de la balance des paiements, les augmentations des actifs et les diminutions des passifs sont indiquées au moyen d'un signe négatif, tandis que les diminutions des actifs et les augmentations des passifs sont indiquées en positif.

Source: Eurostat ([bop\\_q\\_eu](#), [bop\\_q\\_euro](#), [bop\\_q\\_c](#) et [tec00001](#))

## 1.6. Les investissements directs étrangers

### Introduction

Dans un monde de plus en plus mondialisé, où les barrières politiques, économiques et technologiques disparaissent rapidement, la capacité d'un pays à participer à une activité mondiale constitue un indicateur important de sa performance et de sa compétitivité. Pour rester compétitives, les relations commerciales modernes vont bien au-delà des échanges traditionnels de biens et services, comme en témoigne le recours croissant des entreprises aux concentrations, aux partenariats, aux coentreprises, aux accords de licence et aux autres formes de coopération.

Les IDE peuvent être considérés comme une stratégie économique alternative, adoptée par les entreprises souhaitant établir une nouvelle usine/de nouveaux bureaux ou acheter les actifs existants d'une entreprise étrangère. Ces entreprises cherchent à compléter ou à remplacer les échanges extérieurs en produisant (et souvent en vendant) des biens et services dans des pays autres que celui où l'entreprise était initialement installée.

Il existe deux types d'IDE, à savoir la création d'actifs productifs par des étrangers et l'achat d'actifs existants par des étrangers (acquisition, fusion, prise de contrôle, etc.). Les IDE diffèrent des investissements de portefeuille dans la mesure où ils sont effectués dans le but de prendre le contrôle ou d'acquérir une participation active dans la gestion de l'entreprise et un intérêt durable dans celle-ci. Les investissements directs n'incluent pas seulement l'acquisition initiale du capital social, mais aussi les transactions en capital ultérieures entre l'investisseur étranger, l'entreprise nationale et les entreprises affiliées. L'IDE est un mode d'investissement international par lequel une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) acquiert un intérêt durable (au moins

10% des droits de vote) dans une entité opérant dans une économie différente. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un degré d'influence important, de la part de l'investisseur, sur la gestion de l'entreprise.

Le commerce conventionnel est moins important pour les services que pour les biens, et, malgré la croissance observée dans le commerce des services, la part du total du commerce intra-UE attribuée aux services a faiblement évolué ces dix dernières années. Cependant, les IDE augmentent plus rapidement dans le secteur des services que dans celui des biens, car les IDE dans les services ont crû à un rythme plus soutenu que le commerce conventionnel en matière de services. Ainsi, la part du total des flux et des volumes d'IDE consacrée aux services a progressé sensiblement, les services européens devenant de plus en plus internationaux.

### Définitions et disponibilité des données

Les **statistiques des IDE** dans l'UE offrent une présentation détaillée des flux et des stocks d'IDE, en montrant dans quels pays et dans quels secteurs un État membre donné investit. Eurostat recueille les données d'IDE concernant les mouvements trimestriels et annuels ainsi que les stocks en fin d'exercice. Les stocks d'IDE (actifs et passifs) sont pris en compte dans l'évaluation de la part des investissements internationaux d'une économie à la fin de l'exercice.

L'**entreprise d'investissements directs** se définit formellement comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct détient 10% ou plus des parts ordinaires ou des actions avec droit de vote (entreprise constituée en société) ou une participation équivalente (entreprise non constituée en société).



Les flux d'IDE sont de nouveaux investissements réalisés au cours de la période de référence, tandis que les stocks fournissent des informations sur la situation, en termes de valeur, de tous les investissements précédents, à la fin de cette même période.

Les **flux et stocks sortants** d'IDE (ou IDE à l'étranger) reflètent l'investissement réalisé par des entités résidant dans l'économie déclarante, dans une entreprise affiliée située à l'étranger. Les **flux et stocks entrants** d'IDE illustrent l'investissement effectué par des étrangers dans des entreprises résidant dans l'économie déclarante.

L'**intensité des flux d'IDE** peut être mesurée en calculant la moyenne de la valeur des flux entrants et des flux sortants sur une période de référence donnée, exprimée par rapport au PIB.

La convention de signe adoptée dans cette partie pour les données (flux et stocks) est la suivante: un investissement est toujours enregistré avec un signe positif et un désinvestissement avec un signe négatif.

### Conclusions principales

Les flux d'IDE varient considérablement d'une année à l'autre, en partie en fonction des évolutions économiques. En effet, les flux d'IDE augmentent au cours des périodes de forte croissance, tandis qu'on observera plus probablement des désinvestissements lors des périodes de récession, les entreprises se concentrant alors sur leurs métiers principaux et leur marché national. Les flux d'IDE entrant dans l'UE-27 en provenance de pays tiers ont été évalués à 198,701 milliards d'euros en 2008, tandis que les flux sortant de l'UE-27 en direction de pays tiers ont été évalués à 347,667 milliards. Les investissements de l'UE à l'étranger ont été supérieurs aux IDE entrant dans l'Union. L'UE a donc été un investisseur net à l'étranger, avec des flux sortants nets de 148,966 milliards

d'euros. D'importants investissements sortants nets ont été enregistrés pour l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

Les flux entrants d'IDE ont représenté 1,6% du PIB de l'UE-27 et les flux sortants d'IDE 2,8%, ce qui, en les combinant, donne une intensité d'IDE de 2,2% — ce pourcentage indique l'importance relative des flux d'IDE entrants et sortants au cours d'une seule année par rapport à la taille de l'économie nationale. Le Luxembourg a enregistré le taux d'intensité d'IDE le plus élevé de tous les États membres (234% du PIB), mais il convient d'interpréter ces chiffres avec prudence, sachant que l'importance relativement élevée des IDE au Luxembourg résulte principalement du rôle joué par les sociétés holding qui y sont basées.

Les stocks d'IDE montrent la valeur de tous les investissements précédents au terme de la période de référence. À la fin de 2007, l'UE-27 détenait des stocks d'IDE sortants nets évalués à 3 151 milliards d'euros. Les stocks d'IDE entrants pour les investisseurs étrangers dans l'UE-27 ont été évalués à 2 352 milliards d'euros. Les stocks d'IDE sortants proprement dits représentaient 25,5% du PIB de l'UE-27 à la fin de 2007, tandis que les stocks d'IDE entrants étaient estimés à 19%. Une observation plus détaillée par partenaire fait apparaître que les stocks d'IDE de l'UE-27 à l'étranger étaient largement concentrés en Amérique du Nord (37,2% du total hors UE-27, à la fin de 2007). L'Asie est restée le deuxième partenaire le plus important dans le domaine des stocks d'IDE sortants, avec 13,2% du total de l'UE-27 en direction des pays tiers. L'Amérique du Nord était un partenaire encore plus important en termes de stocks entrants, avec 48,8% du total des IDE à destination de l'UE-27 originaires de pays tiers. L'Amérique centrale était le deuxième investisseur le plus important dans l'UE-27 à la fin de 2007 (avec une part de 14,2% des stocks d'IDE entrants dans l'UE-27).

Tableau 1.17: Investissements directs étrangers, 2008 <sup>(1)</sup>

	Flux d'IDE (en Mio EUR)			Flux d'IDE (en % du PIB)			Intensité d'IDE: valeur moyenne des flux d'IDE entrants et sortants (en % du PIB)
	Entrants	Sortants	Flux sortants nets	Entrants	Sortants	Flux sortants nets	
<b>UE-27</b>	198 701	347 667	148 966	1,6	2,8	1,2	2,2
Belgique	70 231	82 383	12 152	20,4	23,9	3,5	22,1
Bulgarie	6 549	485	-6 064	19,2	1,4	-17,8	10,3
République tchèque	7 328	1 297	-6 031	5,0	0,9	-4,1	2,9
Danemark	1 858	9 485	7 627	0,8	4,1	3,3	2,4
Allemagne	14 526	106 813	92 287	0,6	4,3	3,7	2,4
Estonie	1 317	722	-595	8,2	4,5	-3,7	6,3
Irlande	-13 674	9 217	22 891	-7,5	5,1	12,6	-1,2
Grèce	3 070	1 646	-1 424	1,3	0,7	-0,6	1,0
Espagne	47 749	54 662	6 913	4,4	5,0	0,6	4,7
France	66 341	136 775	70 434	3,4	7,0	3,6	5,2
Italie	11 626	29 928	18 302	0,7	1,9	1,2	1,3
Chypre	2 741	2 657	-84	15,9	15,4	-0,5	15,6
Lettonie	862	167	-695	3,7	0,7	-3,0	2,2
Lituanie	1 245	229	-1 016	3,9	0,7	-3,2	2,3
Luxembourg	81 332	102 774	21 442	206,7	261,2	54,5	234,0
Hongrie <sup>(2)</sup>	3 149	536	-2 613	3,0	0,5	-2,5	1,7
Malte	600	189	-411	10,6	3,3	-7,3	6,9
Pays-Bas <sup>(2)</sup>	-5 203	13 696	18 899	-0,9	2,3	3,2	0,7
Autriche <sup>(2)</sup>	9 478	20 018	10 540	3,4	7,1	3,7	5,2
Pologne	9 952	1 971	-7 981	2,7	0,5	-2,2	1,6
Portugal	2 411	1 437	-974	1,4	0,9	-0,5	1,2
Roumanie	9 509	189	-9 320	6,9	0,1	-6,8	3,5
Slovénie	1 313	932	-381	3,5	2,5	-1,0	3,0
Slovaquie	2 331	176	-2 155	3,6	0,3	-3,3	1,9
Finlande	-4 895	2 284	7 179	-2,6	1,2	3,8	-0,7
Suède	28 132	19 008	-9 124	8,6	5,8	-2,8	7,2
Royaume-Uni	62 498	107 703	45 205	3,4	5,9	2,5	4,7
Croatie <sup>(3)</sup>	3 626	181	-3 445	8,5	0,4	-8,1	4,4
Turquie <sup>(3)</sup>	16 268	1 537	-14 731	3,4	0,3	-3,1	1,9
Norvège <sup>(3)</sup>	3 578	9 162	5 584	1,3	3,2	1,9	2,2
Suisse <sup>(3)</sup>	35 985	36 289	304	11,3	11,4	0,1	11,4
Japon <sup>(3)</sup>	16 466	53 710	37 244	0,5	1,7	1,2	1,1
États-Unis <sup>(4)</sup>	139 689	172 518	32 829	1,3	1,6	0,3	1,5

<sup>(1)</sup> UE-27, IDE auprès des partenaires hors-UE-27; tous les autres pays, IDE dans le reste du monde; y compris les entités à vocation spéciale; données extraites le 8 janvier 2010.

<sup>(2)</sup> Sauf entités à vocation spéciale.

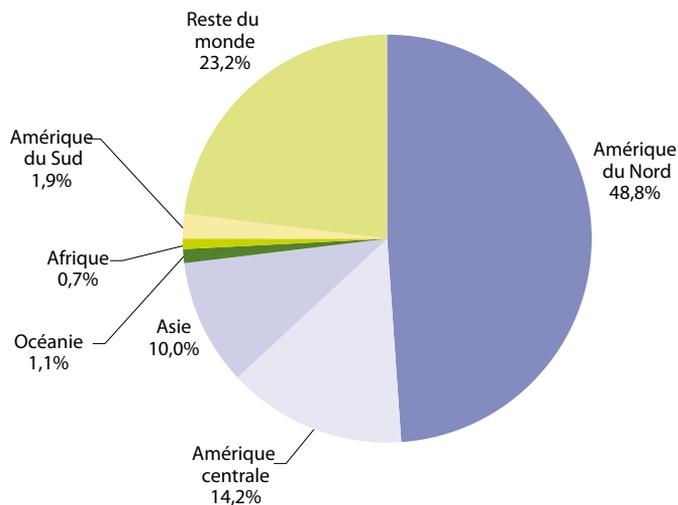
<sup>(3)</sup> 2007.

<sup>(4)</sup> 2006.

Source: Eurostat (tec00049, tec00053, tec00046 et tsier130); Banque du Japon; Bureau d'analyse économique.



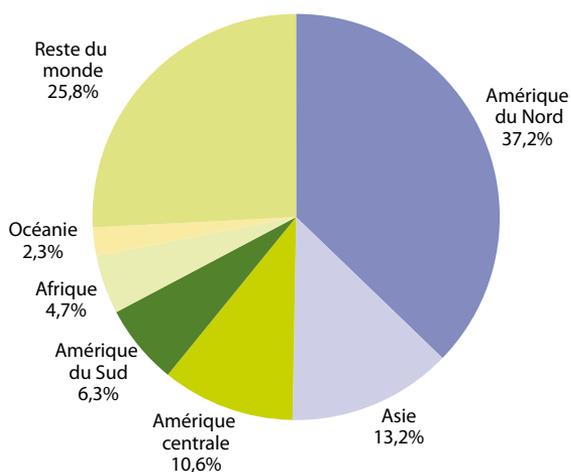
**Graphique 1.28:** Stocks d'investissements directs étrangers dans l' UE-27 par principaux investisseurs hors UE, UE-27, fin 2007 <sup>(1)</sup>  
(en % des stocks d'IDE hors UE-27)



<sup>(1)</sup> La somme des chiffres n'est pas égale à 100 %, car les valeurs ont été arrondies; données extraites le 8 janvier 2010.

Source: Eurostat ([bop\\_fdi\\_pos](#))

**Graphique 1.29:** Stocks d'investissements directs étrangers dans les principaux partenaires hors UE, UE-27, fin 2007 <sup>(1)</sup>  
(en % des IDE hors UE-27)



<sup>(1)</sup> La somme des chiffres n'est pas égale à 100 %, car les valeurs ont été arrondies; données extraites le 8 janvier 2010.

Source: Eurostat ([bop\\_fdi\\_pos](#))



**Tableau 1.18:** Stocks d'investissements directs étrangers de pays partenaires sélectionnés, fin 2007 <sup>(1)</sup>  
(en Mrd EUR)

	Sortants				Entrants				Actifs nets à l'étranger			
	Total	UE-27	Japon	États-Unis	Total	UE-27	Japon	États-Unis	Total	UE-27	Japon	États-Unis
<b>UE-27</b>	3 151	-	74	1 006	2 352	-	120	1 042	799	-	-46	-37
Belgique	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Bulgarie	1	0	0	0	27	23	0	1	-26	-23	0	-1
République tchèque	6	5	0	0	76	67	1	3	-71	-62	-1	-3
Danemark	123	70	1	12	110	75	0	9	13	-5	0	3
Allemagne	823	529	6	142	634	464	12	72	189	65	-6	70
Estonie	4	4	0	0	11	10	0	0	-7	-7	0	0
Irlande	102	68	:	15	138	90	1	20	-36	-22	:	-5
Grèce	23	14	0	1	35	29	0	3	-12	-15	0	-2
Espagne	399	233	0	27	399	320	2	46	-1	-87	-2	-19
France	957	634	22	143	682	514	8	74	276	120	14	69
Italie	353	277	1	20	248	195	3	21	105	83	-2	0
Chypre	6	4	0	0	12	7	0	0	-6	-3	0	0
Lettonie	1	0	0	0	8	6	0	0	-7	-5	0	0
Lituanie	1	1	0	0	10	8	0	0	-9	-7	0	0
Luxembourg <sup>(2)</sup>	51	37	0	3	55	46	0	6	-4	-9	0	-3
Hongrie <sup>(2)</sup>	12	7	0	0	68	46	1	3	-56	-38	-1	-3
Malte	1	0	0	0	6	3	0	0	-5	-3	0	0
Pays-Bas <sup>(2)</sup>	604	:	3	57	495	:	8	90	110	:	-5	-33
Autriche <sup>(2)</sup>	101	65	0	3	110	72	2	13	-9	-7	-2	-10
Pologne	14	9	0	0	121	102	1	8	-106	-94	-1	-8
Portugal	46	30	0	1	78	60	0	1	-32	-31	0	0
Roumanie	1	0	0	0	43	37	0	1	-42	-36	0	-1
Slovénie	5	1	0	0	10	8	0	0	-5	-7	0	0
Slovaquie	1	1	0	0	29	26	0	1	-28	-25	0	-1
Finlande	80	64	0	4	62	56	0	1	18	7	0	2
Suède	223	144	1	34	199	138	2	26	25	6	-1	9
Royaume-Uni	1 249	562	1	276	846	421	35	228	403	140	-34	48
Croatie	2	1	:	0	30	29	0	0	-28	-28	:	0
Turquie	8	5	0	0	107	76	1	8	-98	-71	-1	-8
Islande	:	:	0	2	:	:	:	1	:	:	:	2
Norvège <sup>(3)</sup>	93	51	0	10	71	49	0	13	22	2	0	-4
Suisse	447	176	8	69	230	164	1	42	218	12	8	27
Japon	375	100	-	119	92	38	-	31	283	62	-	89
États-Unis <sup>(3)</sup>	1 810	:	70	-	1 358	:	160	-	452	:	-91	-

<sup>(1)</sup> UE-27, stocks d'IDE auprès des partenaires hors UE-27; tous les autres pays, stocks d'IDE dans le reste du monde; données extraites le 8 janvier 2010

<sup>(2)</sup> Sauf entités à vocation spéciale.

<sup>(3)</sup> 2006.

Source: Eurostat (tec00052 et tec00051)



## 1.7. L'aide au développement

### Introduction

Plus de la moitié des sommes dépensées dans le monde pour soutenir les pays en développement provient de l'Union européenne et de ses États membres. Les objectifs de cette aide au développement, tels qu'ils ont été définis dans le «consensus européen pour le développement» adopté en décembre 2005 par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, consistent en particulier à réduire la pauvreté, à renforcer les valeurs démocratiques et à soutenir les stratégies et les actions nationales. L'objectif ultime de l'UE est de permettre aux populations défavorisées du tiers-monde de prendre en charge leur propre développement, en s'attaquant aux principales causes de leur vulnérabilité, à savoir l'accès à la nourriture, à une eau propre, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la terre et aux services sociaux.

La stratégie de développement de l'UE se concentre sur l'aide technique et financière afin d'améliorer les infrastructures physiques et sociales de base ainsi que le potentiel de production des pays pauvres, y compris leurs capacités administratives et institutionnelles. Ce soutien peut potentiellement aider les pays du tiers-monde à tirer parti des possibilités du commerce international et à attirer davantage d'investissements exogènes afin d'élargir leurs bases économiques.

Les activités de l'UE comprennent également la politique commerciale extérieure, utilisée comme un outil de pilotage du développement, à travers l'ouverture des marchés. Depuis les années 70, l'UE a réduit, voire supprimé, les droits de douane et les quotas sur les importations en provenance des pays en développement. Cette politique a été élargie en 2001 à un système de préférences généralisées (SPG). Ce système d'échange, reconduit

en 2008, englobe un accès préférentiel pour les importations sur le marché de l'UE en provenance de 176 pays en développement, un régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance (SPG+) et une suppression totale des droits de douane sur toutes les importations [«Tout sauf les armes» (TSA)] en provenance des 49 pays les moins avancés (PMA) <sup>(7)</sup>.

L'UE encourage l'autoassistance et l'éradication de la pauvreté par le biais de politiques visant à soutenir le processus démocratique, à développer les programmes sociaux, à renforcer les cadres institutionnels et à réaffirmer le respect des droits de l'homme, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes. En effet, tous les accords commerciaux et de coopération avec le tiers-monde intègrent invariablement une clause relative aux droits de l'homme qui prévoit des sanctions automatiques et le gel ou l'annulation des aides en cas de manquement à ces droits.

Hormis l'aide au développement stratégique à long terme, l'UE joue également un rôle important lorsqu'il s'agit de soulager rapidement les souffrances humaines résultant d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit militaire. Les actions humanitaires de l'UE sont pilotées à l'échelle mondiale par ECHO, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne. Le budget annuel initial de ce service s'élevait à 750 millions d'euros en 2008. Il a été augmenté à plusieurs reprises afin de réagir aux nouvelles crises et catastrophes naturelles. En fin de compte, ce sont 937 millions d'euros qui ont été utilisés dans plus de 60 pays pour apporter des secours à quelque 143 millions de personnes. Près des trois cinquièmes de l'aide ont été affectés aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). La majeure partie de cette aide a été distribuée sous la forme de subventions non remboursables.

<sup>(7)</sup> Pour plus d'informations: <http://ec.europa.eu/trade/wider-agenda/development>.

Au cours du premier semestre de 2008, les prix de l'alimentation et des matières premières ont augmenté de manière spectaculaire, une situation qui a plongé 75 millions de personnes supplémentaires dans le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire. L'Union a presque doublé son budget d'aide alimentaire d'urgence. Le nombre de catastrophes naturelles a également augmenté en 2008, et celles-ci se sont avérées plus graves que par le passé. L'aide humanitaire européenne a permis à des populations d'Asie, d'Amérique centrale et d'Afrique de faire face aux conséquences dévastatrices des cyclones, des inondations et des sécheresses. Les civils ont continué à payer un lourd tribut dans les crises d'origine purement humaine.

### Définitions et disponibilité des données

L'aide publique au développement (APD) se compose de subventions ou de prêts accordés par les organismes officiels. Elle a pour objectif principal de promouvoir le développement et le bien-être économiques dans les pays bénéficiaires. Les versements nets au titre de l'APD destinés aux pays du Comité d'aide au développement (CAD) sont exprimés en pourcentage du revenu intérieur brut aux prix du marché.

Outre l'APD, le **financement total** pour le développement désigne les versements nets, les autres apports d'organismes officiels et les flux privés. Les **autres apports d'organismes officiels** sont des opérations qui ne satisfont pas aux conditions d'éligibilité au titre de l'APD (ou des aides officielles) soit parce que le développement n'est pas leur objectif premier, soit parce que leur élément «don» est inférieur à 25%.

Les **flux privés** englobent les crédits à l'exportation privés, les investissements directs et le financement des institutions multilatérales. Les investissements directs étrangers comprennent les investissements significatifs d'entreprises étrangères dans des infrastructures

de production ou leurs prises de participation dans les entreprises nationales.

Les engagements comprennent les engagements bilatéraux et les engagements auprès des banques régionales. Les engagements bilatéraux désignent le montant total du transfert attendu, quel que soit le délai nécessaire à la réalisation effective des versements. Les **versements** correspondent à la mise à disposition de fonds ou à l'achat de biens ou services au profit d'un bénéficiaire. Ils enregistrent le transfert international réel des ressources financières, ou des biens ou services évalués au coût du donateur.

Les pays CAD sont les «pays et territoires en développement» définis à la partie I de la liste CAD des bénéficiaires d'aide établie par l'OCDE pour lesquels existe un objectif à long terme fixé par l'Organisation des Nations unies (ONU) prévoyant un niveau d'aide atteignant 0,7% du revenu national brut (RNB) des donateurs.

### Conclusions principales

Les États membres de l'UE-15 ont versé près de 45 milliards d'euros d'aide publique au développement aux pays CAD en 2007, un montant largement inférieur aux 128 milliards supplémentaires versés sous la forme de flux privés, lesquels ont considérablement augmenté au cours de ces quatre dernières années.

Les Nations unies ont fixé l'objectif à long terme d'atteindre un niveau d'aide égal à 0,7% du revenu national brut des donateurs. Si cet objectif de 0,7% a été approuvé par les membres de l'UE et par de nombreux pays industrialisés, seuls le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède l'ont atteint ou dépassé en 2008. En mai 2005, les ministres européens ont accepté de fixer un objectif commun de 0,56% du RNB pour 2010, en guise d'étape intermédiaire pour atteindre l'objectif de 0,7% d'ici à 2015. L'engagement antérieur de parvenir à une moyenne de 0,39% pour l'UE en 2006 a été respecté, et, en 2008, la moyenne de l'UE-27 s'est établie à 0,40%.



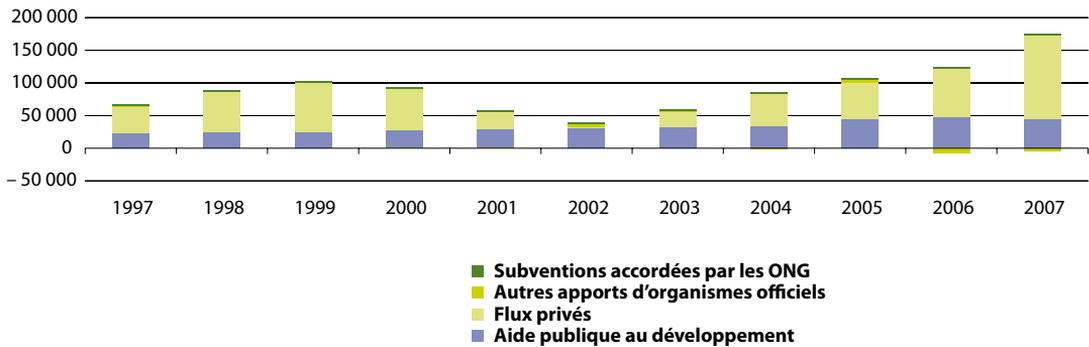
Tableau 1.19: Aide publique au développement

	Aide publique au développement (en % du RNB)					Aide publique au développement par habitant (en EUR)				
	1998	2005	2006	2007	2008	1998	2004	2005	2006	2007
UE-27 (1)	:	0,41	0,41	0,37	0,40	63,00	89,00	115,30	120,30	114,30
Belgique	0,35	0,52	0,49	0,43	0,47	66,10	112,90	150,60	149,30	134,10
Bulgarie	:	0,01	0,00	0,06	0,04	:	:	0,30	0,10	2,10
République tchèque	0,03	0,11	0,12	0,11	0,11	:	8,50	10,60	12,50	12,60
Danemark	0,99	0,81	0,80	0,81	0,82	273,10	303,00	312,80	327,50	342,30
Allemagne	0,26	0,36	0,35	0,37	0,38	63,00	73,40	98,30	100,90	109,00
Estonie	:	0,07	0,09	0,12	0,09	:	3,00	5,90	8,90	11,90
Irlande	0,30	0,42	0,53	0,55	0,58	44,90	120,00	138,90	191,00	199,70
Grèce	0,15	0,16	0,16	0,16	0,20	14,10	23,30	27,80	30,30	32,60
Espagne	0,24	0,27	0,31	0,37	0,43	27,50	45,90	55,90	68,80	83,60
France	0,38	0,47	0,46	0,38	0,39	92,90	109,10	128,30	133,60	113,40
Italie	0,20	0,29	0,20	0,19	0,20	19,60	34,00	69,80	49,20	48,80
Chypre	:	0,09	0,15	0,12	0,17	:	5,40	15,80	27,20	23,00
Lettonie	:	0,07	0,06	0,06	0,06	:	3,00	3,50	4,40	5,30
Lituanie	:	0,06	0,08	0,11	0,13	:	2,30	3,50	5,30	8,90
Luxembourg	0,65	0,82	0,90	0,91	0,92	198,70	413,40	443,00	489,90	570,90
Hongrie	:	0,10	0,14	0,08	0,07	:	5,60	8,00	11,80	7,50
Malte	:	0,18	0,15	0,15	0,11	:	19,90	19,80	17,20	19,60
Pays-Bas	0,80	0,80	0,78	0,81	0,80	166,50	207,60	251,90	265,60	277,20
Autriche	0,22	0,52	0,47	0,50	0,42	54,80	66,70	153,50	144,10	158,70
Pologne	0,01	0,07	0,09	0,10	0,08	:	2,50	4,30	6,20	6,90
Portugal	0,24	0,21	0,21	0,22	0,27	21,90	78,90	28,70	29,80	32,40
Roumanie	:	:	0,00	0,07	0,07	:	:	:	0,10	3,70
Slovénie	:	0,10	0,11	0,11	0,14	:	12,50	14,50	17,40	18,80
Slovaquie	:	0,12	0,10	0,09	0,10	:	4,20	8,40	8,10	9,10
Finlande	0,31	0,46	0,39	0,39	0,43	65,00	104,50	138,20	126,20	135,40
Suède	0,72	0,92	0,99	0,93	0,98	172,50	243,30	299,20	346,90	346,10
Royaume-Uni	0,27	0,47	0,51	0,35	0,43	51,90	106,10	143,70	163,70	117,80
Turquie	0,03	0,17	0,18	0,09	:	1,10	3,80	6,70	8,00	6,30
Islande	:	0,18	0,27	0,27	:	25,40	58,50	73,80	108,80	113,40
Norvège	0,89	0,94	0,89	0,95	0,88	261,50	384,90	484,40	504,80	577,60
Suisse	0,32	0,44	0,39	0,37	0,41	113,30	168,10	191,50	175,20	162,80

(1) UE-15 pour l'APD par habitant.

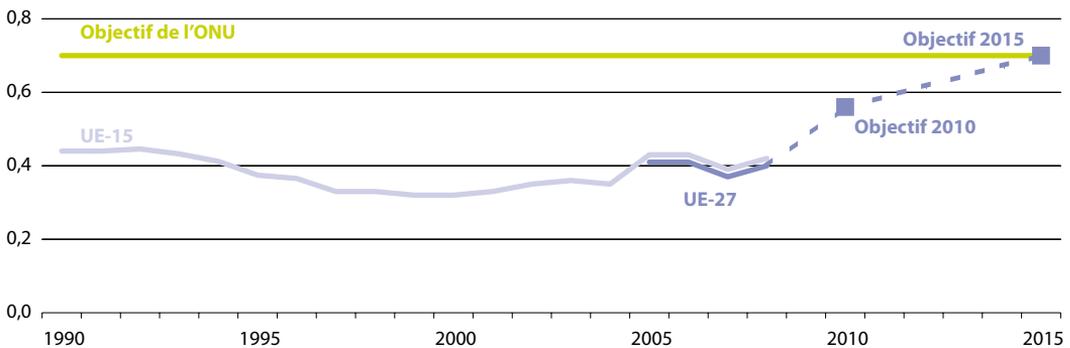
Source: Eurostat (tsdgp100 et tsdgp520); OCDE (base de données CAD).

**Graphique 1.30:** Financement total pour les pays en développement, UE-15  
(en Mio EUR)



Source: Eurostat ([tsdgp310](#)); OCDE (base de données CAD).

**Graphique 1.31:** Aide publique au développement de l'UE  
(en % du RNB)



Source: Eurostat ([tsdgp100](#)); OCDE (base de données CAD).